

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**REFUSER
DE PAYER, ET SI
ON OSAIT?**

Robin Delobel
Page 4

**DOSSIER
LE JOURNALISME
LIBRE EXISTE!**

Par Alexandre Penasse
Pages 10 à 19

**LA BOËTIE
XXI^e SIÈCLE**

Bernard Legros
Pages 6-7

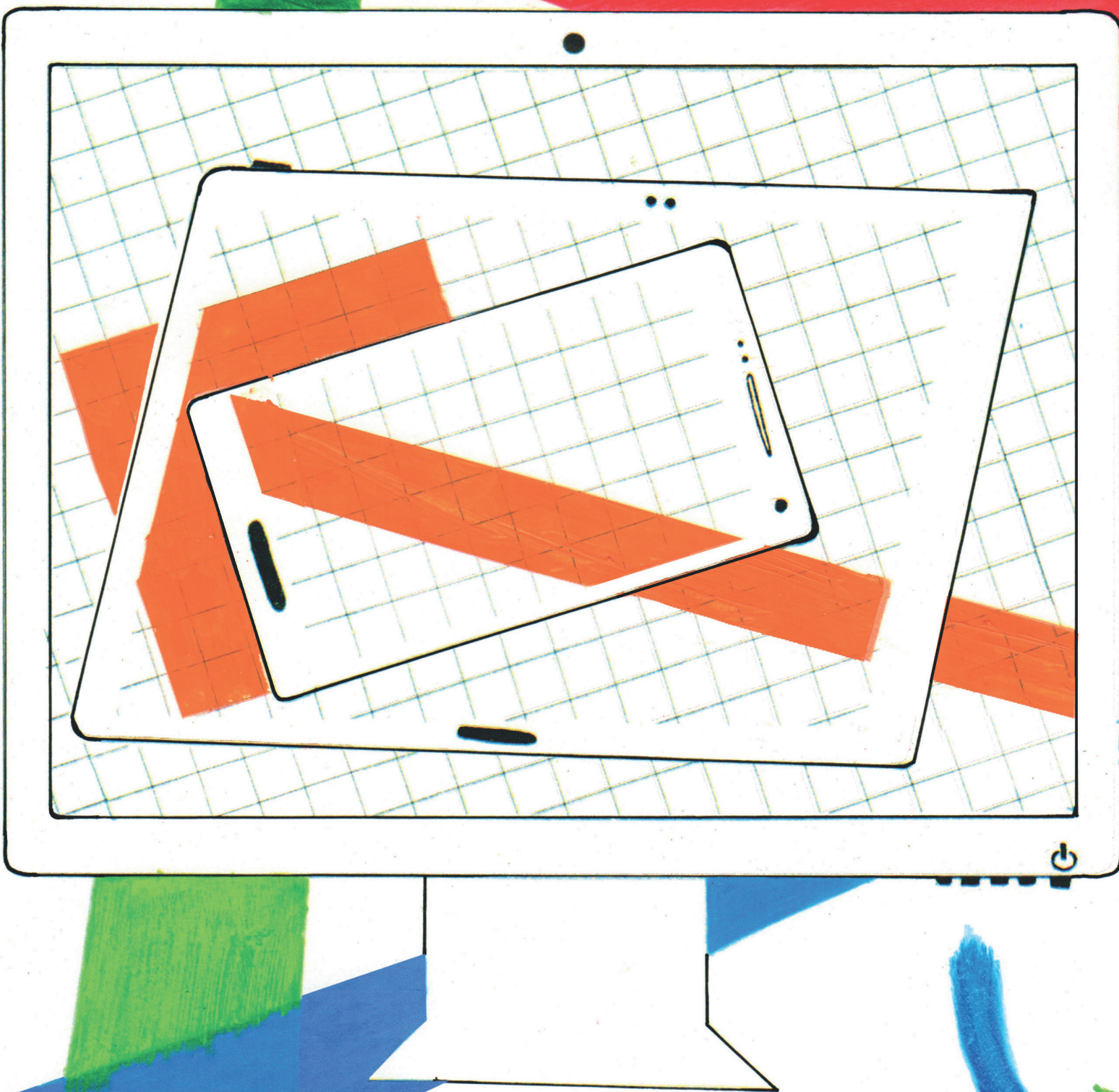


Illustration: Agathe Payen

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



2 294082 000135

SOMMAIRE

C'EST PAS BIENTÔT FINI ?

JPLC / page 3

REFUSER DE PAYER,
ET SI ON OSAIT ?

Robin Delobel / Page 4

LE COMPOSTAGE
OU L'IMITATION DE LA NATURE

Bertrand Vanbelle / Page 5

LA BOËTIE XXI^e SIÈCLE

Bernard Legros / Pages 6-7

MA LUNE DE MIEL
AVEC YVAN MAYEUR

Gwenaël Breës / Page 8

DÉBÂCLE DE
L'ATOME FRANÇAIS

Francis Leboutte / Page 9

DOSSIER :
LE JOURNALISME
LIBRE EXISTE !

Par AP / Pages 10 à 19

EXPRESSION À
SENS UNIQUE

Pages 12-11

LA « LIBERTÉ » DE CHOISIR
DE NE PAS CHOISIR

Pages 12-14

C'EST QUOI LE TTIP ?

Pages 15-16

LE CONFLIT MENTAL
INDÉPASSABLE DES JOURNALISTES

Pages 17-18

VIVE LES TAUPES !

Page 19

ALTERNATIVE
BEES COOP

Luca Fiamingo / Pages 20-21

RECENSIONS

Page 22

BRÈVES/NOVLANGUE

GH / Page 23

STRIPS

Page 24

L'ABSENCE DU
« PARLER-VRAI »

Si par un miracle les médias de masse capitalistes, demain devenaient libres, indépendants des pouvoirs politiques et économiques, le peuple pourrait enfin se forger une représentation sur le monde fondée sur la réalité, ce qui pourrait peut-être mener à des changements majeurs. Et nous pensons que ces changements pourraient avoir lieu rapidement.

Toutefois, c'est là quelque chose d'actuellement impossible, représentant à tout le moins une mise en avant de la charrue avant les bœufs, comme on dit. C'est-à-dire qu'il faudrait que tout change avant que tout puisse changer, que l'argent ne soit plus dans les mains d'une minorité qui décide, que les politiciens œuvrent pour le bien commun et non plus pour la reconduction de leurs prébendes, que le profit ne soit plus le leitmotiv de toute chose, mais donc aussi que les gens décident de se détourner des médias qui leur mentent, les distraient de la réalité, occultent les choses importantes et montent les gens les uns contre les autres, empêchant leur unité dans un combat commun.

Il faudrait donc tout changer avant que puissent changer les médias, mais nous sommes là dans une aporie, un paradoxe, car il semble que sans changement préalable des médias, sans informations vraies, le changement viendra difficilement.

Mais quand entendons-nous un vrai discours, une parole publique qui nous galvanise, nous fait frémir, nous fait sentir dans une commune vie, nous faisant ressentir que notre individualité peut avoir une importance pour

l'ensemble, dans un monde où au contraire le « chacun pour soi » instille l'idée dans nos têtes que « de toute façon un de plus ou un de moins dans la lutte... » ? Au-delà de ce que le marketing politico-médiatique nous laisse entendre tous les jours, que notre individualité n'a du sens que pour nous-mêmes : pouvoir d'achat, vote, « consommateur », responsabilité individuelle, écogestes...

Ne rêvons pourtant pas trop, les médias dominants ne décideront pas de commencer à dire ce qui est important pour la majorité, à moins de croire aux contes de fées et d'être capables d'imaginer que les familles les plus riches qui les possèdent en ont pris le contrôle, suite à un travail psychanalytique d'envergure où ils ont pu prendre conscience que leur richesse était indécente et qu'enfin ils allaient pouvoir le dire via leurs télévisions, journaux, sites internet, radios...

Derrière le masque du « vrai débat », de la « liberté d'expression », nous sommes tous les jours confrontés à ces situations où la parole est censurée, la réalité déformée, les propos creux, où l'on ne peut pas exprimer et dire que tout « fonctionne » mais dans un grand et total dysfonctionnement. La pensée, dans ce système, est morte, et ceux dont la parole est médiatisée sont le plus souvent ces colporteurs du vide, ces hérauts du *statu quo* ; ces experts des mots creux, des sons vides, de ces litanies qui sont plus des tentatives de convaincre que des expressions profondes de la pensée.

Or, « le franc-parler démocratique se distingue du parler craintif et soumis de l'esclave, il ose introduire le risque de l'inégalité et de la rupture des unanimités passives ». Ce parler-vrai, cette *parrèsia*, s'oppose aussi « au discours des flatteurs », il est celui qui, « à l'inverse des démagogues ne cherchant à faire entendre au peuple que les opinions que ce dernier prend plaisir à écouter, prend sur lui de proclamer des vérités désagréables à entendre », qui n'est pas non plus « un mode de "tout dire" [...] qui serait finalement le droit reconnu à tous de dire tout et n'importe quoi, qu'on fait valoir comme preuve du bon fonctionnement démocratique¹ ». Et ce parler-vrai publiquement exprimé n'atteint sa vraie valeur démocratique que si celui qui le permet, l'État en l'occurrence, accepte que ce qui sera dit contienne le risque d'introduction d'une modification dans le réel, un changement véritable donc, qui pourrait être défavorable à certains.

Pourtant, ce n'est pas cela que nous observons. Les paroles médiatisées sont plutôt détachées de ceux qui les prononcent, ces derniers n'étant pas vraiment impliqués dans ce qu'ils disent, mais plutôt occupés à faire de la « communication ».

Alexandre Penasse

(1) Michel Foucault, *Discours et vérité*, Éditions Vrin, p.13, cité dans l'introduction de Frédéric Gros.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34-B
6220 FLEURUS

Tirage
Cet exemplaire a été tiré à 2500 exemplaires

Routage: Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. 02/660 61 09
M. 0485/057 744

Bureaux
Rue Fernand Bernier, 15, 1060
Saint-Gilles. T. 02/543 44 35

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Rellecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain

Chroniqueurs / Rédacteurs
Jean-Pierre Léon Collignon,
Robin Delobel, Bertrand Vanbelle, Bernard
Legros, Gwenaël Breës, Gérald Hanotiaux

Ont contribué à ce numéro
Francis Leboutte, Luca Fiamingo

Stagiaire
Luca Fiamingo

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on les laissera jamais tomber!

Illustrations
Agathe Payen, Lison De Ridder, Janna
Baibatyrova, Laure Gatelier, Aurélia
Deschamp, Amina Bouajila, Louise
Hendrickx, Fabienne Loodts, Aurélie
Garnier, Aurore Vegas, Francesca
Capellini, Sophie Legrelle, Eponine Cottey,
Lucia Calfapietra, Pierre Lecrenier, Alain
Munoz, Emmanuel Espinasse, Mr. Iou

Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles



C'EST PAS BIENTÔT FINI ?

De quoi sont les pauvres ? Les pauvres sont l'objet de l'attention particulière des élites politiques un peu partout sur le vieux continent et au-delà ; mais il y a, de loin en loin, quelques exceptions. Dans quelques pays dirigés par des responsables politiques attentifs à leurs administrés, tout est fait pour qu'un relatif bien-être soit assuré à celles et à ceux qui, par exemple, sont sans travail ou malades, ou plus ou moins en rupture avec les normes sociales. Mais, plus largement – et par chez nous en particulier – les pauvres ont mauvaise réputation. Ce n'est pas bien d'être pauvre, c'est même très vilain et on ne doit s'en prendre qu'à soi-même si l'on est dans cette situation. En tout cas – disent encore nos éminences – ne comptez pas sur nous pour améliorer votre triste sort, bien au contraire. Et les plus performants d'entre eux (les éminences, pas les pauvres) y vont avec un bel ensemble pour suggérer les mesures les plus drastiques en vue de rendre les pauvres encore plus pauvres. Comme, par exemple, de durcir de plus en plus le droit aux revenus de remplacement, d'expulser à tour de bras ces feignants de chômeurs qui ont le malheur de ne pas mettre assez de bonne volonté dans la recherche d'un « job » ou de jouer au chat et à la souris avec les réglementations en vigueur (en rigueur ?) pour grappiller un peu du rare argent disponible. Là-dessus et comme si ce n'était pas encore suffisant, on expulse des familles entières des logements sociaux, incapables – puisqu'elles sont pauvres – de payer leur loyer ; on rabote les retraites, enfin, tout ce qu'il est possible de faire pour rendre la vie de plus en plus difficile pour des millions de gens – compte tenu de nos voisins de l'Hexagone et d'ailleurs – est fait et bien fait. Et c'est là une chose bien curieuse.

Il fut un temps que les moins de cent ans ne peuvent pas connaître où les ouvriers des usines, les mineurs – enfants compris – et autres corvéables à merci n'avaient pour salaire que de quoi tout juste ne pas mourir de faim, de se contenter de patates et reconnaître le goût du beurre, des œufs et viandes rouges que de loin en loin et selon la plus ou bonne gestion du pauvre argent dont ils disposaient. Ils vivaient dans des logements sinistres et froids l'hiver, ne connaissaient de la nature que les collines verdoyantes qu'ils voyaient, dans le lointain, de leurs sinistres quartiers et leurs maisons, noircies par les fumées des fabriques où ils passaient huit, dix, douze heures chaque jour. De leur côté, les bourgeois, les commerçants aisés, vivaient grassement dans l'opulence que leur offrait le travail borné et obligatoire auquel s'usaient les prolétaires du temps.

Et puis, de mauvaises idées, véhiculées par des livres, des journaux et quelques figures audacieuses, en vinrent à secouer le joug qui enfermait dans leur carcan les malheureux exploités ; des grèves sauvages voire même des émeutes éclatèrent un peu partout, parfois durement réprimées par les gendarmes ou la troupe. La naissance de syndicats organisés et de sociétés mutuelles, l'émergence de partis politiques dont l'ambition était de donner enfin sa place à la classe ouvrière dans le débat public,

tout cela eut pour conséquences et effet que, petit à petit, la classe possédante se voyant contrainte à de plus en plus de concessions, la situation générale des masses en vint à s'améliorer durablement. On a même assisté, lors des fameuses « trente glorieuses », dans les contrées les plus avancées techniquement, à la naissance de la *société de consommation* dans laquelle, frénétiquement, allaient s'engouffrer des millions de gens. Certes – et l'auteur de ces lignes peut en témoigner – pour de nombreuses familles, l'accès à des logements sociaux confortables, munis d'appareils ménagers comme le frigo, la mise à disposition de salles de bain équipées, constituait un net progrès et il serait sot de le nier. Mais le fameux progrès, peu à peu, en venait à se transformer en un piège qui allait se refermer sur les gens, devenus *consommateurs* de tout et de n'importe quoi ; le monde devenait une gigantesque boutique où, désormais, s'agitaient les *porteurs de marchandises*, frileux et égoïstes, fantômes de ce qu'étaient jusque là des citoyens ; et cela faisait bien entendu l'affaire des marchands, des financiers et des pouvoirs en place. Jusqu'à ce que la classe universellement dominante et ses relais politiques en viennent à considérer que les choses avaient assez duré, que « ceux d'en bas » en prenaient un peu trop à leur aise et qu'il fallait les remettre à leur place. À

commencer par les intrépides chefs d'État qui en appelaient à plus de justice encore et à un partage accru des richesses. Deux ou trois coups d'État ici ou là, en Amérique latine pour commencer ; la mise au pas et l'élimination physique des plus remuants et, enfin, la reprise en main des affaires par le biais de l'économisme triomphant et l'affaire était dans le sac. Les ultra-riches dorénavant menaient la danse et emmenaient dans leur ronde endiablée la plupart des sociales démocraties bientôt converties à l'ultra-libéralisme et au *sacro-saint Marché* ; un nouveau monde, un nouvel ordre mondial prenait la figure grimaçante que l'on sait.

Jusqu'à quand les masses de nouveaux miséreux vont-elles supporter le sort indigne qui leur est fait, l'humiliation qu'elles subissent ; quand, comment et avec quelles armes – tartes à la crème, kalachnikov, pavés ? – les nouveaux damnés de la terre vont-ils se soulever et renverser l'immonde réalité qui s'impose partout ? Nul ne peut le dire. Mais nous sommes de plus en plus nombreux à prier les dieux farouches de l'insurrection pour que cela adienne. Très vite.

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration: Janna Baibatyrova

REFUSER DE PAYER, ET SI ON OSAIT ?

En mars 2015, Zoé Konstantopoulou, avait initié un audit de la dette publique grecque. Le rapport, publié en juin de la même année, affirmait, preuves à l'appui, que la dette grecque est à 95% odieuse, illégale, illégitime et insoutenable. Mais sur quoi se basent ces termes et que signifient-ils ?

Sans revenir en détail sur la dette grecque et ses caractéristiques¹, il est intéressant d'expliquer les notions de dette odieuse, illégale, illégitime et insoutenable, tout en donnant des pistes alternatives au remboursement des dettes illégitimes. Le concept de dette odieuse renvoie à la doctrine du même nom formulée par Alexander Sack en 1927. Selon cette doctrine de droit international, «*Si un pouvoir despotique contracte une dette pour fortifier son régime et réprimer sa population [...], il s'agit d'une dette odieuse attribuée au pouvoir qui l'a contractée. Elle tombe par conséquent avec la chute de ce régime*». Nombreuses sont les dettes contractées par des régimes reconnus comme non démocratiques (la Tunisie de Ben Ali et l'Égypte de Moubarak, pour ne citer que des exemples récents) qui devraient donc être annulées. Cette notion a depuis été élargie et inclut les prêts accompagnés de conditions qui violent les droits sociaux, économiques, culturels, civils ou politiques des populations (c'est le cas des prêts effectués par la Troïka à la Grèce).

Une dette illégale est une dette contractée en violation des procédures légales en vigueur (comme le contournement des parlements); une dette marquée par une faute grave du créancier (comme le recours à la corruption) ou encore une dette assortie de conditions violant le droit national (du pays débiteur ou créancier) et/ou international. Les prêts «toxiques» vendus aux collectivités locales françaises par exemple, reposant sur la spéculation, sont contraires à la loi.

Le concept de dette illégitime est plus large et concerne toute dette contractée au préjudice de l'intérêt général. Cette notion est utilisée dans des documents de l'ONU, des résolutions parlementaires et des autorités publiques (gouvernements et municipalités). La définition de ce qui est légitime ou non résulte de rapports de force. Citons, comme exemple, les dettes contractées pour sauver les banques sans qu'aucune condition sérieuse n'ait été posée, alors que les conséquences de ces sauvetages frappent ensuite directement les populations.

Une dette insoutenable est, selon la vision limitée du FMI, une dette trop élevée que pour être correctement remboursée par l'endetté. Nous retiendrons la définition élargie, et plus politique, d'une dette dont le paiement est incompatible avec le respect des droits fondamentaux de la population. Son paiement devra être suspendu pour permettre à l'État d'assumer ses obligations en matière de droits humains. Il existe en droit international une primauté des droits humains sur les droits des créanciers, qui est notamment consacrée par l'article 103 de la Charte des Nations-Unies.²

Une dette légale peut bien sûr être illégitime (ex: les prêts de la Norvège à 5 pays du Sud conditionnés à l'achat de bateaux norvégiens qui ne correspondaient pas à l'intérêt des populations des États débiteurs et répudiés en 2005). Une dette illégale peut être légitime (ex: le budget voté en négatif à Liverpool dans l'intérêt de la population, en 1984), tout comme une dette insoutenable peut être légale (ex: les garanties d'État sur les dettes de la banque Dexia qui représentent 10% du PIB).

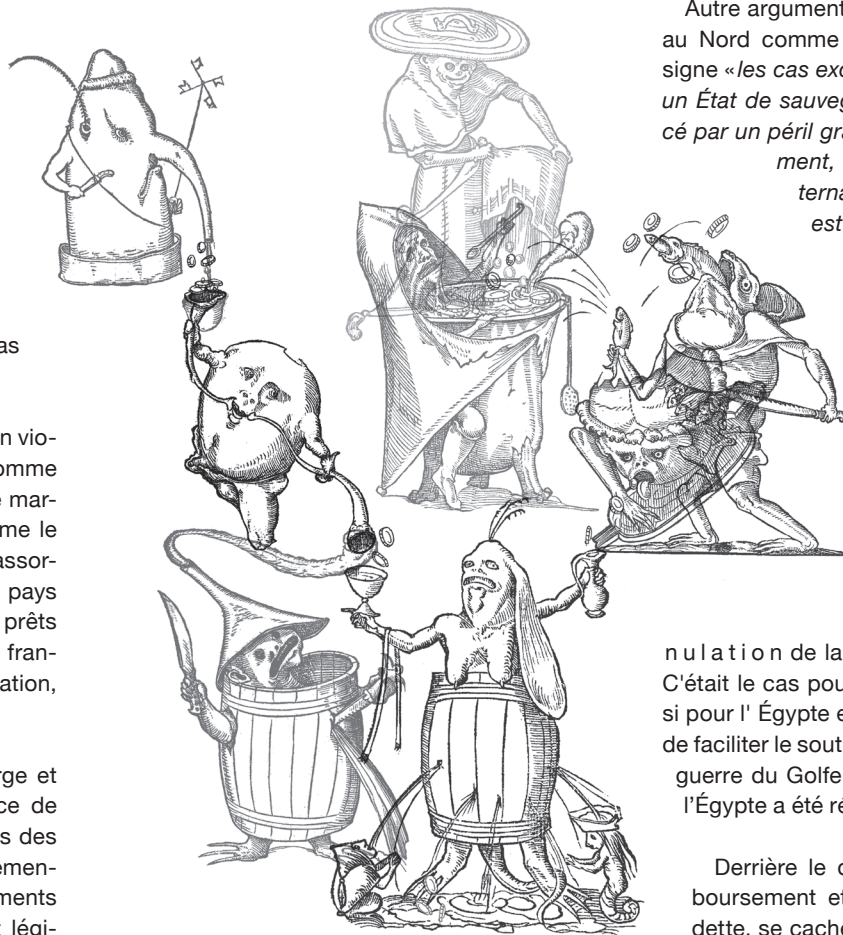
que signifie la dette odieuse et illégitime réclamée aux pays africains: «*Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par son origine. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent, ce sont eux qui nous ont colonisés. Ce sont les mêmes qui géraient nos économies. Ce sont les colonisateurs qui endettaient l'Afrique auprès des bailleurs de fonds, leurs frères et cousins. Nous sommes étrangers à la dette. Nous ne pouvons donc pas la payer.*»

Autre argument utilisable par les gouvernements au Nord comme au Sud, l'état de nécessité désigne «*les cas exceptionnels où le seul moyen qu'a un État de sauvegarder un intérêt essentiel menacé par un péril grave et imminent est, momentanément, l'inexécution d'une obligation internationale dont le poids ou l'urgence est moindre*».

Tordons le cou aux idées reçues sur la dette, les suspensions de paiement sont nombreuses (169 ces soixante dernières années), et les annulations de dette sont possibles, elles dépendent avant tout de rapport de force et de volonté politique. Lorsque leurs intérêts sont en jeu, les créanciers sont toujours prêts à utiliser l'annulation de la dette comme un levier politique. C'était le cas pour l'Allemagne en 1953, mais aussi pour l'Égypte en 1991 (liste non exhaustive): afin de faciliter le soutien de Moubarak dans la première guerre du Golfe contre l'Irak, la dette externe de l'Égypte a été réduite de 50%.

Derrière le discours sur l'obligation de remboursement et la presque naturalisation de la dette, se cachent des intérêts puissants qu'il ne tient qu'à nous de renverser.

Robin Delobel



LES ARGUMENTS CONTRE LA DETTE

Ces arguments, trop peu connus, ont déjà été utilisés par de grandes puissances comme les États-Unis. Suite à la guerre de Cuba gagnée face aux Espagnols, les Nord-Américains ont refusé que Cuba paye les dettes contractées par le régime colonial espagnol. Ils ont obtenu gain de cause via le Traité de Paris en 1898 et la dette cubaine a alors été entièrement annulée. Plus proches de nous, les États-Unis ont également appliqué ce concept pour ne pas hériter de la dette de Saddam Hussein lors de l'annexion économique de l'Irak.

Thomas Sankara, à la tête du Burkina Faso de 1983 à 1987, un président féministe, panafricaniste et écologiste, expliquait de manière très claire ce

(1) Nous renvoyons pour cela au rapport disponible sur le site du CADTM: <http://www.cadtm.org/Synthese-du-rapport-de-la>, ou au livre publié par les éditions LLL: <http://www.cadtm.org/La-verite-sur-la-dette-grecque,12029>

voir également la vidéo d'animation: La dette grecque, une tragédie européenne

<http://www.cadtm.org/La-dette-grecque-une-tragedie,13738>

(2) «*En cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations-Unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront.*»

LE COMPOSTAGE OU L'IMITATION DE LA NATURE

La nature prenant son temps pour évoluer et se complexifier, les cycles naturels se bouclant et fonctionnant en relation avec les autres, il semble logique que la dévolution/décroissance fasse partie intégrante du processus de la vie. La bonne pratique du compostage permet d'apprivoiser la décomposition de la matière organique, mais comment cela fonctionne-t-il ? C'est très simple, suivez le guide !



sont par exemple les branches broyées, les feuilles mortes, les copeaux de bois, le carton, le foin, la paille... Les matières humides sont quant à elles les épluchures de fruits et légumes, le marc de café, les tontes de pelouse, les litières d'animaux, l'urine... Ces matières à tendance azotée sont principalement issues de la cuisine; par contre, le carbone proviendra du jardin. Une taille de haie est par exemple équilibrée entre ses branchages et ses petites feuilles, offrant naturellement un bon rapport carbone/azote pour le compostage. Toutes ces matières constitueront la nourriture pour les organismes décomposeurs. Pour simplifier, il suffit de verser un seau de matière humide et ensuite un seau de matière sèche par-dessus, ainsi votre compost sera bien nourri !

La seconde règle est de fournir un taux d'humidité constant afin que les bestioles puissent travailler et avoir suffisamment à boire. Le bois et les matières sèches ont besoin d'eau pour se décomposer, les champignons dégraderont le bois (cellulose, lignine) uniquement s'il est humide ! *A priori*, l'équilibre des ingrédients génère un taux d'humidité adéquat pour votre compost. En pratique, il faudra veiller à arroser si le compost est trop sec ou ajouter de la matière sèche si le compost contient trop d'eau. Pour vous aider, un indicateur fondamental est l'odeur du compost. Si votre compost sent mauvais, il y a certainement trop d'humidité.

Ceci nous amène à la troisième règle : une odeur désagréable résultera également du manque d'oxygène et donc d'une aération déficitaire. Pour obtenir suffisamment d'air, il est important de veiller à la structure de votre compost, due aux matières sèches que vous ajouterez. Une feuille séchée peut entraîner un effet « lasagne » et empêcher l'air de circuler, de la paille absorbe moins bien l'eau qu'un copeau de bois, un morceau de broyat de bois offre une bonne structure mais prendra plus de temps à se dégrader que de la paille... Les trois règles sont donc liées les unes aux autres : nous comprenons désormais que le compostage est l'art d'équilibrer les conditions pour que la nature puisse se transformer et recréer la vie.

Un compost se réalisant sur le sol, il suffira de placer les matières dans un contenant (fût, silo...) adapté au volume et aux quantités à traiter. À noter que l'excès de jus de percolation peut s'écouler et doit donc également pouvoir s'infiltrer dans le sol.

Lorsque les 3 règles de base sont respectées, les bactéries vont commencer le premier travail de

décomposition cellulaire des ingrédients et entraîner une montée en chaleur naturelle (phase thermophile) pouvant dépasser les 60°C, ce qui rend hygiénique (comme pour la pasteurisation). Ensuite, la chaleur diminue et les organismes plus grands vont découper la matière en de plus en plus petits morceaux. Il s'agit d'une phase de maturation et d'humification (création d'humus). Finalement, les éléments chimiques se minéraliseront (forme chimique assimilable par les racines) progressivement pour nourrir les plantes après épandage du compost en surface du sol. La durée de l'ensemble du processus varie en fonction de la technique utilisée mais il faut compter environ un an.

Le contexte environnemental sera un facteur supplémentaire à prendre en compte, tout comme la nature du sol, le climat, la température de l'air..., ce qui rend la pratique passionnante !

L'art du compostage s'apprend de manière empirique, il s'expérimente et se partage tel un cuisinier qui aurait lu une recette dans un livre et qui la dompte devant les fourneaux. Rater c'est apprendre ce qu'il ne faut pas faire.

CE N'EST PAS À UN VER DE TERRE QU'ON APPREND À FAIRE DU COMPOST !

En milieu urbain, il existe des initiatives citoyennes et collectives : le compostage de quartier. Un groupe de personnes s'organise localement pour gérer les déchets organiques des habitants d'un quartier, en occupant un terrain et en y installant des compostières. C'est une manière d'exercer sa citoyenneté, de recréer du lien social dans un but commun.

En appartement, le vermicompostage est une technique avec plusieurs bacs plastiques empilés dans lesquels sont placés des vers de terre prélevés dans un compost de jardin. L'étage inférieur récupérera les jus de percolation (un engrais puissant) tandis que les étages du haut accueilleront les déchets frais (pas de matière sèche). Les vers transiteront entre les étages supérieurs pour manger vos déchets de cuisine. Vous deviendrez ainsi un élève de vers. Et les enfants adorent ça !

Les sols qui ont été détruits par l'activité humaine ou agricole et dont la vie a été fortement réduite ne peuvent plus recycler la matière organique d'eux-mêmes. Ils ont besoin de retrouver un équilibre vital (physique, chimique et biologique) pour accueillir les organismes décomposeurs qui recyclent. Le compost, ou humus, est la matière première pour relancer l'activité d'un sol et nourrir les artisans qui le constituent. À vous de jouer !

Bertrand Vanbelle

Infos et formations : <http://wormsasbl.org/>

La forêt se recycle d'elle-même grâce à son sol qui abrite une multitude d'organismes décomposeurs, jouant chacun leur rôle dans le processus de décomposition. Ainsi, la vie croît et se meurt, nourrissant une nouvelle vie. En s'inspirant de la nature, qui fonctionne seule et par instinct primaire, l'homme a imité le mode de recyclage de la forêt et a réalisé le compostage. Pratiqué depuis le Moyen-Âge, on retrouve les premières traces écrites (en latin) de la théorisation de cette pratique ancestrale dans le manuscrit templier du XIIe siècle (Ordre des Templiers). Il existe aujourd'hui une multitude de techniques différentes, et on continue d'en apprendre tous les jours.

Les principes théoriques de base du compostage sont simples. Par définition, il s'agit du processus de transformation aérobie (en présence d'oxygène) de la matière organique sous l'action des organismes décomposeurs (bactéries, champignons, vers de terre...), dans des conditions contrôlées (c'est là que l'humain intervient), en humus (matière organique) et nutriments (éléments chimiques). Mais quelles sont donc ces « conditions contrôlées » ?

Pour réaliser un bon compost au jardin, il faut tenir compte de 3 règles primordiales, inhérentes à la vie. La première est de bien équilibrer les ingrédients, le compost s'alimentant à 50% de matières sèches (riches en carbone) et à 50% de matières humides (riches en azote). Les matières sèches

LA BOÉTIE XXI^e SIÈCLE¹

«L'obéissance n'est pas seulement un effet de la capacité d'imposition du pouvoir, elle est aussi un effet de la croyance des individus en cette même capacité.»²

Myriam Revault d'Allonnes

PROLOGUE – À MES AMIS MARXISTES

S'il y a bien une obligation intériorisée chez la plupart des intellectuels de gauche, c'est celle de citer Marx et Engels dans leurs écrits et conférences pour paraître crédible. J'ai même rencontré l'un ou l'autre dévot qui s'en tenait *exclusivement* à ces deux références! Entendons-nous bien: l'analyse qu'a faite Karl Marx du capitalisme nous est toujours utile aujourd'hui, et même incontournable – je ne me prive d'ailleurs pas d'y faire allusion dans mes textes. Mais il est assez navrant de rencontrer des chercheurs de la gauche radicale qui sont capables de citer par cœur des passages entiers du *Capital* – j'exagère à peine – mais n'ont jamais ou peu entendu parler de Cornélius Castoriadis, Ernst F. Schumacher, Ivan Illich, André Gorz, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, François Partant, Lewis Mumford, Herbert Marcuse, Günther Anders, Simone Weil, Walter Benjamin, David Noble, Hans Jonas, Christopher Lasch ou Dwight McDonald³, quand ils ne haussent pas les épaules à l'évocation de leur nom! Eh oui, amis marxistes, depuis vos maîtres à penser, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la recherche en sciences sociales, beaucoup d'autres gens intelligents ont cogité, analysé, écrit sur le devenir de la société productiviste-marchande, et il est dommage que certains d'entre vous persistent à les ignorer...

Mais à *Kairos* nous ne les ignorons pas, et mieux, nous leur rendons hommage. Nous allons nous pencher cette fois sur un grand penseur pré-marxiste, et montrer qu'il reste pertinent de nos jours. Juriste, traducteur, poète et philosophe, Étienne de La Boétie (1530-1563) est une référence pour les anarchistes. Sa seule œuvre, le *Discours de la servitude volontaire* [DSV], rédigée en 1548 et publiée seulement en 1574, apparaît à la fois comme réaliste dans son constat et idéaliste dans sa capacité à dépasser celui-ci. On pourrait soutenir que si ses recommandations avaient été applicables, il y a longtemps que les mots pouvoir, hiérarchie et domination appartiendraient à un lexique obsolète. Or près de cinq siècles plus tard, force est de constater que nos contemporains vivent toujours – et plus que jamais? – dans une servitude *plus ou moins* volontaire⁴. Peu après Machiavel mais avec des intentions opposées, prenant le parti des opprimés et non du prince, La Boétie avait vu juste en dénonçant un trait fondamental de la société civilisée. Il n'avait alors que dix-huit ans! Son discours étonnamment moderne peut éclairer les luttes actuelles. Dans quelle mesure? Mettons en évidence quelques-unes des grandes leçons du DSV.

LE TYRAN TYRANNISE PARCE QU'ON LUI OBÉIT

La Boétie fut l'un des premiers à avoir compris qu'aucune tyrannie, aussi cruelle soit-elle, ne peut exister et durer sans un minimum de servitude volontaire de la part des agents sociaux. Voilà un message difficile à faire passer dans la gauche. Ainsi, des auteurs comme Bertrand Rothé et Gérard Mordillat ne l'ont toujours pas compris. Dans leur essai *Il n'y a pas d'alternative. Trente ans de propagande économique* (éd. du Seuil, 2011), ils continuent de présenter les classes populaires, et travailleuses plus largement, comme de pures victimes des capitalistes, ou comme des victimes *intégrales*. Pourtant, ces victimes mordent généralement à l'hameçon qu'on leur tend, et le plus souvent avec enthousiasme! La fabrique du consentement (via les «*allèchements*», écrit La Boétie), plus encore que la propagande évoquée dans le sous-titre, tourne à plein régime par le truchement de la médiasphère, et on ne voit pas bien pourquoi les classes populaires y échapperaient, même si ses cibles les plus visibles se trouvent dans les classes moyennes, comme l'a remarquablement analysé le sociologue Alain Accardo, qui nous invite à entamer une (auto-)socioanalyse pour mettre à jour les liens multiples, conscients et inconscients, nous rattachant aux modes de vie et aux idées capitalistes⁵. Avec Marx, continuons donc à parler d'aliénation, n'en déplaise à Jacques Rancière et aux deleuziens.

LE TYRAN, À QUELLE ADRESSE?

Qui ou quoi représenterait «le tyran» aujourd'hui? Deux réponses sont possibles. *Ou bien* nous considérons qu'il ne s'agit plus d'un individu unique ou d'un petit groupe d'individus, mais d'un pouvoir invisible, insaisissable, non localisable, éparpillé dans l'éther de la Toile et la complexité des algorithmes. Le tyran décorporé a alors gagné en efficacité. On ne craint plus de se retrouver face à lui pour une remontrance, mais on redoute d'autant plus sa sanction qui peut tomber sous la forme d'un licenciement, d'une interdiction professionnelle, d'un redressement fiscal, d'une procédure judiciaire, de harcèlement policier, de fichage ou même d'une campagne de dénigrement sur Internet. Ses moyens techniques se sont démultipliés et les interstices permettant la désobéissance civique se sont rétrécis, voire ont disparu pour certaines d'entre elles. Jusqu'à toutes disparaître un jour?⁶ *Ou bien* on comprend que le pouvoir est toujours aussi incarné qu'avant. Dans deux livres-enquêtes très bien documentés⁷, le sociologue Geoffrey Geuens (ULg) cite nommément les oligarques

membres de clubs patronaux qui conditionnent la vie de centaines de millions de dominés, ceux-ci sachant donc à qui demander des comptes, le cas échéant! Tyran-fantôme ou tyran de chair et d'os, probablement la réalité tient-elle aujourd'hui de ces deux schémas à la fois. Il n'empêche qu'il serait trop confortable de s'en tenir à la première version, ce qui nous dispenserait d'aller au contact de nos oppresseurs. Il est facile d'accuser «le système» sans pointer les responsabilités humaines; des humains dont certains sont des psychopathes en costume prêts à tout pour assouvir leur soif de puissance. «Philosophie» de bisounours que de toujours chercher à s'adresser à «lapersonne» derrière le policier, le mercenaire, l'huissier, le *trader*, l'actionnaire ou le chef d'État autocratique qui, les pauvres, ne seraient pas vraiment responsables de tenir le rôle social que leur destinée de classe leur a octroyé!⁸

LE RÔLE DES TYRANNEAUX, COURROIE DE TRANSMISSION DU TYRAN

Un autre aspect mis en évidence par La Boétie joue toujours pleinement: dans la bureaucratie moderne, le tyran a su multiplier les niveaux hiérarchiques comme jamais auparavant, au point de les rendre très peu lisibles. Entre l'actionnaire et l'esclave salarié, le nombre de «responsables» qui exécutent des ordres en cascade est élevé. Idem dans les administrations. Ainsi à la SNCB, pas moins de 17 niveaux hiérarchiques séparent le cheminot de base du CEO, sans compter les interventions/intrusions de multiples consultants qui compliquent encore les choses. J'avais bien remarqué, dans un de mes emplois précédents, qu'un nombre certain de salariés aiment se retrouver quelque part dans l'organigramme où ils peuvent à la fois commander et être commandés. En psychiatrie de complot, cela s'appelle du sado-masochisme. À nouveau, La Boétie l'avait repéré: «[...] ces perdus et abandonnés de Dieu et des hommes sont contents d'endurer le mal pour en faire, non pas à celui qui leur en fait, mais à ceux qui endurent comme eux, et qui n'en peuvent mais.»⁹ Il appelait ces intermédiaires les «tyranneaux», qui, en s'identifiant au tyran, sont indispensables au maintien de son pouvoir. Dans la recherche du pouvoir se trouverait la vraie motivation à travailler, une étude datant d'une quinzaine d'années ayant montré que les salariés belges convoitaient les responsabilités avant une rémunération confortable. Le plaisir de décider est encore plus fort que celui de gagner de l'argent. Des technoptimistes comme Nicholas Negroponte, Michel Puech, Bernard Stiegler, Toni Negri ou Jean Zin feront remarquer qu'Internet bouleverse la donne,



Illustration : Amina Bouajila

puisque les individus sont mis en réseau dans une horizontalité égalitaire. De là à prophétiser la fin de la domination... Effectivement, il y a là un paradoxe, car remarquons à notre tour que la connectivité généralisée n'a pas encore relégué les tyranneaux aux oubliettes; au contraire, ils paraissent encore avoir de beaux jours devant eux, notamment dans le milieu du travail où le harcèlement moral et sexuel se porte bien, diable pas merci!

J'FAIS C'QUE J'VEUX... MAIS DANS LA SERVITUDE VOLONTAIRE

La servitude volontaire se reconnaît aussi dans l'individualisme contemporain, où les agents se laissent assujettir moralement et politiquement, et sont incapables de renoncer à l'immédiateté de la jouissance présente en vue d'un bien supérieur, la liberté. Le DSV nous exhorte à la désirer, puis à la conquérir en ne craignant ni le danger ni la peine. Pour nous aider à enfin «*vivre franc*»¹⁰, La Boétie nous donne sa recette: cesser de soutenir le tyran, et le voilà qui s'écroule. Aujourd'hui, c'est par leurs représentations illusoire et leurs désirs projectifs que les masses («*le gros populus*», écrit-il) renforcent le pouvoir et donc leur servitude, plus encore que par leur travail et leur consommation, instances en voie de raréfaction. En les changeant, elles auraient d'abord l'impression de se mettre dans l'inconfort, alors qu'elles ne risquent qu'une chose: se libérer immédiatement. Mais rien n'est gagné, prévient La Boétie, car «*[...] les gens asservis [...] perdent aussi en toutes autres choses la vivacité, et ont le cœur bas et mol et incapables de toutes choses grandes.*»¹¹. Quatre siècles plus tard, Orwell avait pressenti le danger: «*Il se pourrait tout autant que l'on parvienne à créer une race d'homme n'aspirant pas à la liberté, comme on pourrait créer une race de vaches sans cornes.*»¹² En 2016, alors que l'exigence de «*sécurité*» l'emporte sur le désir de liberté, nous sommes plus proches que jamais de cette sombre prédiction. Se débarrasser de la servitude volontaire, soit lutter contre nous-

mêmes, est une affaire de symbolique; se débarrasser de la servitude involontaire, soit lutter contre nos adversaires de classe, est une entreprise politique. Soyons pragmatiques et commençons donc par le plus facile, le symbolique, qui néanmoins passe par des micro-actions concrètes. Par exemple, ignorer la publicité d'une compagnie aérienne à bas coût nous incitant à aller déguster une pizza à Naples, en aller-retour la même journée, et préférer se rendre à une réunion militante; dédaigner les ascenseurs et prendre les escaliers¹³; fuir la ville au moment des soldes; ou encore cesser d'exhiber en permanence son smartphone en public (quand on en possède un) pour refuser d'abonder dans le consensus mou de la connectivité-source-de-bonheur-pour-tous. Ces micro-actions rendent le monde plus habitable et redonnent de la dignité à ceux qui les portent (en opérant aussi chez eux une soustraction de jouissance). Le philosophe Michel Puech le résume par cette belle formule: «*Tu dois faire ce qui dépend de toi, sans prendre prétexte de ce qui ne dépend pas de toi pour t'en dispenser, fournissant ainsi aux autres le même prétexte.*»¹⁴

RETROUVER LE FIL BOÉTIEN

La Boétie a eu de dignes successeurs. D'abord Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), pour qui le désir de servitude n'est pas naturel mais relève des institutions à tel ou tel moment de l'histoire. Il faut donc les changer. Ensuite Henry David Thoreau (1817-1862), apôtre de la résistance civile et du non-conformisme, qui honore l'être humain. Le mahatma Gandhi (1869-1948) répétait que notre adversaire ne peut rien sans notre collaboration. Enfin, pour Albert Camus (1913-1960), la révolte est la seule position philosophique cohérente. Le rebelle est celui qui refuse de se laisser acheter par les pouvoirs, méprise l'opinion publique et s'engage dans les actes de désobéissance directe. Malgré l'analyse pénétrante et toujours opérante de La Boétie, celles postérieures et tout aussi intéressantes de Thomas Hobbes, George Orwell, Jean-Paul Sartre

et Michel Foucault, l'essence du pouvoir continue à nous échapper, conserve une dimension mystérieuse, les cadres de la rationalité et de la naturalité s'avérant inefficaces pour la saisir. Ceux qui le détiennent sont-ils capables de l'expliquer? Certes, ils peuvent décrire leurs stratégies, mais les fondements de leur pouvoir? De toutes manières, en seraient-ils capables qu'ils n'en ont pas l'utilité. C'est nous les dominés qui aurions tout intérêt à trancher ce nœud gordien, sans perdre de vue les conditions de l'exercice réel du pouvoir. Une fois de plus, la théorie critique et un patient travail d'herméneutique nous aideront à envisager quelles actions mener.

Bernard Legros

- (1) Allusion à l'essai de Philippe Corcuff, *Marx XX^e siècle*, éd. Textuel, 2012.
- (2) Myriam Revault d'Allonnes, *Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*, éd. du Seuil, 2006, p. 175.
- (3) Ne sont cités ici que des auteurs décédés. Même des marxistes hétérodoxes comme Weil, Benjamin, Marcuse et McDonald ne parviennent pas à trouver grâce à leurs yeux.
- (4) Alain Accardo parle plutôt, lui, de servitude involontaire. Cf. *De notre servitude involontaire. Lettre à mes camarades de gauche*, éd. Agone, 2001.
- (5) Cf. Alain Accardo, *Le petit bourgeois gentilhomme. La moyennisation de la société*, éd. Labor, 2003.
- (6) Cf. Marc Dugain & Christophe Labbé, *L'homme nu. La dictature invisible du numérique*, éd. Robert Laffont/Plon, 2016 et Tristan Nitot, *Surveillance//Les libertés au défi du numérique: comprendre et agir*, éd. C&F, 2016.
- (7) Cf. Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. États, Capital, médias à l'ère de la mondialisation* (éd. EPO, 2003) et *La finance imaginaire. Anatomie du capitalisme: des «marchés financiers» à l'oligarchie* (éd. Aden, 2011).
- (8) Ceci nous ramène à l'éternel problème du libre-arbitre et du déterminisme.
- (9) *Discours sur la servitude volontaire*, éd. La Boétie, 1947, p. 78.
- (10) Ou, à d'autres endroits du *Discours sur la servitude volontaire*, «*vivre franchement*».
- (11) *Discours sur la servitude volontaire*, op. cit., pp. 57 & 58.
- (12) Cité in Les amis de Ludd, *Bulletin d'information anti-industriel - II*, éd. La Lenteur, 2009, p. 156.
- (13) Ce qu'Ivan Illich appelait un «*techno-jeûne*».
- (14) Michel Puech, *Homo sapiens technologicus*, éd. Le Pommier, 2016, p. 363.

MA LUNE DE MIEL AVEC YVAN MAYEUR (ET PAUL MAGNETTE)

J'ai récemment eu l'occasion de débattre aux côtés de mon bourgmestre, Yvan Mayeur, à propos de son litigieux piétonnier bruxellois. L'homme étant un dur à cuire, je m'apprêtais à un rude affrontement. Mais quelque chose d'inattendu se produisit ce jour-là: pendant un bref instant, témoignant de «*la haine*» qui s'abat sur lui depuis l'instauration du piétonnier, il laissa entrevoir l'homme qui se cache derrière le politicien... Pour la première fois, je ressentis quelque chose comme de l'empathie pour ce visionnaire, forcé d'imposer «*un changement de paradigme*» écologique et comportemental à coups de menton, face au conservatisme de ses semblables.

Le hasard du calendrier avait fait que ce débat se déroulait au plus fort de la semaine de résistance héroïque opposée par la Région wallonne au reste du monde à propos du CETA — résistance incarnée par Paul Magnette et le Parti socialiste. Alors que mon cœur vibrait à l'unisson de ces nouveaux héros de la démocratie participative, en plein *coming-out* alter-mondialiste et qui redoraient le blason du politique, mon esprit faisait le parallèle avec Mr Mayeur: issu du même parti, il se bat lui aussi seul contre tous. Et l'empathie se transforma en sympathie. Touché par son récit, je me devais de lui donner quelques conseils — étant redevable de celui qu'il m'avait proféré, un jour où je m'étais permis de l'interpeller depuis les rangs du public lors d'un conseil communal: «*Je vous propose de vous présenter aux élections, d'être élu et d'ensuite vous exprimer!*» M'aventurant sur un terrain glissant (la vindicte populaire a rendu l'homme légèrement susceptible voire paranoïaque), c'est avec la plus grande bienveillance que je me permis d'émettre

quelques hypothèses sur les raisons de son désamour...

Mon bourgmestre semble avoir besoin de beaucoup d'attention et de reconnaissance. C'est humain. Mais pour l'obtenir, ne devrait-il pas écouter ses concitoyens (au moins faire semblant), comme son camarade Magnette, et désamorcer ainsi la colère qui s'est répandue contre sa méthode? Car imaginons qu'au lieu de «*poser un acte politique majeur*» au pas de charge, tout en répondant aux mécontents «*Qu'on nous laisse faire!*», il ait pris en compte leur avis, et qu'au lieu de tout faire pour incarner personnellement ce projet, il ait impliqué un maximum de monde dans son élaboration: n'aurait-il pas ainsi profité d'une intelligence collective, créé de l'adhésion et évité une communication incompréhensible, des cafouillages et adaptations à la petite semaine?

Le *bashing* qu'endure mon bourgmestre provient, pense-t-il, «*de bourgeois bien pensants du sud de Bruxelles*» pour qui la voiture est l'inaliénable mère de toutes les libertés. Mais admettons qu'à mieux tendre l'oreille dans cette pluie de critiques, la réalité s'avère un millipoil moins binaire et qu'on y distingue soudain une diversité de points de vue, émis par tant par des habitants et commerçants du centre-ville que par des usagers venus d'autres communes, automobilistes comme cyclistes, issus de toutes catégories sociales, mais ayant en commun de penser que son projet a rendu le Pentagone plus infernal qu'avant... Il se pourrait même qu'on y perçoive les voix d'adeptes de la mobilité douce: des alliés du «*changement de paradigme*», déplorant que celui-ci s'accomplisse sur les grands boulevards alors que les voitures et leur pollution sont renvoyées dans les petites artères voisines, et au prix d'une entrave de la desserte des transports en commun.

Supposons, enfin, que dans le débat public qui fait rage depuis deux ans, «*le piétonnier*» soit devenu un terme générique englobant un tas d'aspects n'ayant en partie rien à voir avec des questions de mobilité. Que les autorités n'aient rien fait pour dissiper cette confusion, par exemple en déclarant, acculées par la critique, que «*le périmètre du piétonnier ne sera pas réduit mais qu'il y aura une réduction de la zone strictement piétonne*». Qu'il se trouve des Bruxellois craignant que ce périmètre vise avant tout à «*booster l'attractivité touristique*», et dont la vision des précédents piétonniers du centre-ville (artères de chalandise sans âme ni habitants, où la variété des commerces a disparu au profit de grandes chaînes et de franchisés) ou d'autres exemples à l'étranger (le Paris muséifié, la Barcelone acculée à lancer une politique répressive contre le tourisme de masse, etc.) ne rassure guère. Depuis l'ins-

tauration du piétonnier, la Ville de Bruxelles ne fait pas grand chose pour contredire ces mauvaises langues: tout à l'événementiel sur les boulevards, manifestations politiques détournées, écran publicitaire géant, concession à ClearChannel pour développer de l'affichage digital, suppression des kiosques à journaux, tentative de fermeture de la baraque à caricoles, privatisation de la place Sainte-Catherine au bénéfice de terrasses de restaurants, interdiction de la consommation d'alcool en rue, élaboration d'un Schéma de développement commercial voulant attirer une «*offre haut de gamme en lien avec la clientèle des touristes/congressistes*», projets d'ouvrir un centre commercial et de transformer la Bourse en Beer Temple, béatitude affichée lors de l'ouverture d'un énième Carrefour (ce «*commerce à destination des habitants [qui] correspond bien à la mixité de fonctions qu'on recherche*»), etc. Tout cela n'est-il pas propice à créer la sensation que le «*projet de ville*» de mon bourgmestre s'inscrit prioritairement dans la compétition entre grandes villes dans une économie globalisée?

J'en étais là dans mes réflexions amicales, lorsqu'il me fit comprendre par ses sarcasmes que j'avais tout faux. Flinguant la partialité de mon analyse, il informa l'assistance que mes rares informations pertinentes étaient à mettre sur le compte d'échevins de sa coalition. Traduction: si «*le changement de paradigme*» est imparfait voire incohérent, c'est de la faute à ses partenaires libéraux. Telle Els Ampe qui veut construire «*plus de tunnels à Bruxelles*», ou Marion Lemesre pour qui «*piétonnier*» rime surtout avec «*touristes chinois*» — ce n'est pas pour rien que la Ville y célèbre désormais le Nouvel An chinois, ou a lancé les opérations *I Shop on Sundays* (afin qu'ils trouvent les magasins ouverts le dimanche) et *You will Love Chinese Shoppers* (pour leur faire connaître Bruxelles comme une «*cool luxury shopping destination*»)... Pauvre Yvan, songeais-je: devoir exercer le pouvoir avec des mandataires aux idées opposées, quel rôle ingrat. C'est donc quelque peu surpris que j'appris dans la foulée son souhait de reconduire cette alliance contre nature aux prochaines élections: «*On a pris les risques, on a fait le boulot, on ne va tout de même pas laisser le soin à d'autres de couper les rubans*». Et patatras! Voilà que la haute idée que je m'étais faite de la politique, en cette semaine où la Wallonie ne démordait pas de ses principes sociaux et démocratiques, se résumait au final à une vulgaire affaire de coalition.

Quelques jours plus tard, les socialistes francophones (qui déclaraient la veille encore que le temps de la démocratie aurait besoin de plusieurs semaines avant d'arriver à un accord) présentaient soudainement le CETA comme un bon traité. Et ceci «*sans [y] toucher une virgule*», claironnait le Premier ministre Charles Michel, s'envolant rassuré vers la Chine d'où il rapporta un joli trophée: «*le plus grand Parti communiste du monde soutient mes réformes [libérales] et m'encourage à les intensifier*». Non seulement mon bourgmestre n'avait pas voulu de mon amour, mais ma boussole politique était à nouveau déréglée. Si le socialisme est soluble dans le libéralisme, «*le changement de paradigme*» n'est donc pas pour demain?

Gwenaël Breës

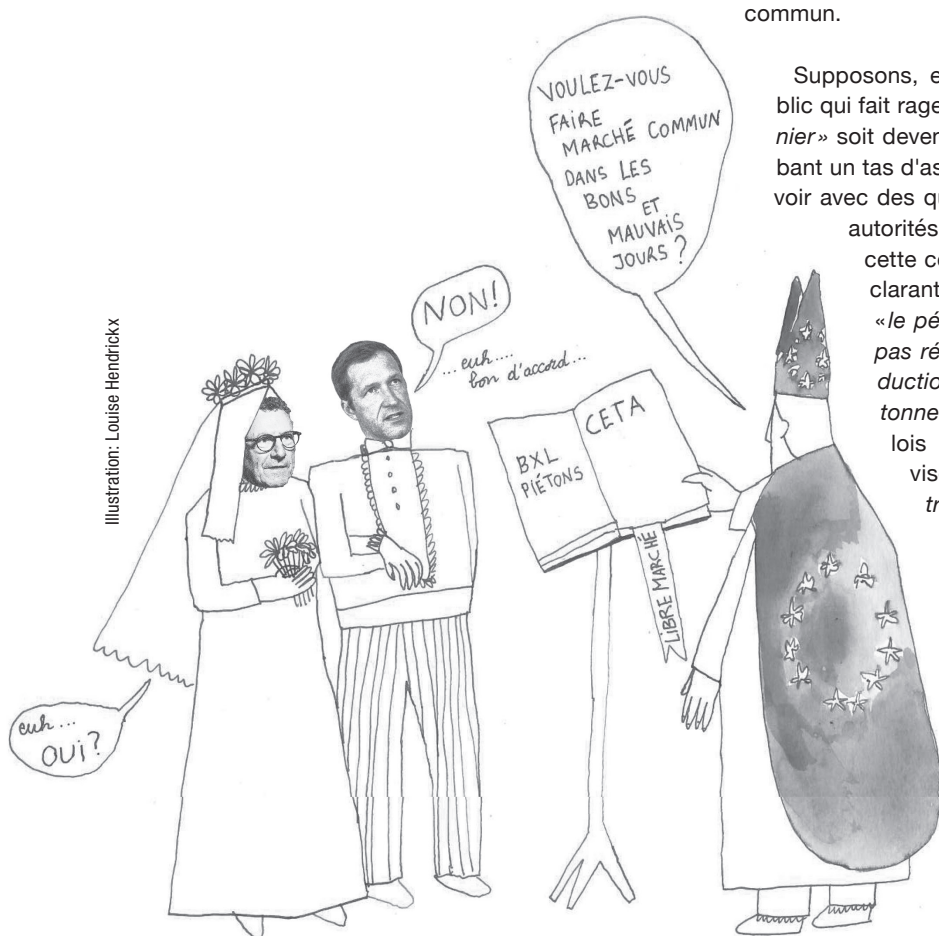


Illustration: Louise Hendrickx

DÉBÂCLE DE L'ATOME FRANÇAIS, LE PRÉLUDE À UN NOUVEAU TCHERNOBYL ?

Les résultats des comptes de 2015 sont sans appel, les 2 entreprises phares de l'atome français sont au bord de la faillite : Areva¹ subit une perte de 2 milliards et 6,3 milliards de dettes pour un chiffre d'affaires de 4,2 milliards d'euros ; quant à EDF², sa dette s'élève à 37,4 milliards pour un chiffre d'affaires de 75 milliards d'euros. Vers quoi cela nous mènera-t-il ?

La descente aux enfers du nucléaire français ne date pas d'aujourd'hui : en quelques années, les 2 entreprises ont perdu près de 90 % en valeur de marché. De plus, la fuite en avant des nucléocrates de l'État français pousse ces 2 entreprises à des investissements énormes et non provisionnés : le *grand carénage*³ (plus de 100 Mrd €), le projet controversé de construction des 2 réacteurs EPR⁴ de Hinkley Point en Angleterre (18 Mrd) et les charges incalculables nécessaires au démantèlement et à la gestion des déchets⁵. Sans parler du gouffre sans fin que représente la construction des réacteurs EPR de Olkiluoto en Finlande (7 années de retard à ce jour) et de Flamanville (4 années de retard), le coût de chacun de ces 2 réacteurs étant passé de 3 à 10,5 Mrd €, sans certitude de voir ces chantiers aboutir un jour.

Un malheur ne venant jamais seul, fin 2014, Areva réalise enfin les tests demandés de longue date par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)⁶ sur le couvercle et le fond de la cuve de l'EPR de Flamanville : certaines parties de ces 2 pièces présentent une concentration excessive en carbone, ce qui réduit leurs qualités mécaniques⁷ et devraient aboutir à une mise au rebut. Cette teneur en carbone ne peut dépasser 0,22 % afin d'assurer à l'acier des propriétés mécaniques optimales pour des pièces cruciales en termes de sûreté et soumises au principe d'*exclusion de rupture*⁸. Pas grave, l'EPR de Flamanville étant en construction, cela n'aura que des conséquences économiques, voire l'arrêt définitif du projet (le contribuable français aura tout de même entre-temps déboursé plus de 10 Mrd € pour une de ces chimères dont l'État français a le secret).

L'histoire ne s'arrête pas là. L'ASN, pour une fois bien inspirée⁹, décide de mettre à l'inspection les archives de l'usine Areva de Creusot Forge ayant fabriqué la cuve de l'EPR défectueuse. Surprises, des irrégularités, omissions et falsifications sont découvertes par centaines dans les documents de contrôle-qualité remis aux clients. Environ dix mille autres documents sont en attente de vérification, ce qui pourrait prendre 1 à 2 ans selon Pierre-Franck Chevet, le président de l'ASN qui pointe en même temps le manque de moyens de son organisme.

L'ouverture de cette boîte de Pandore a eu pour premier effet l'arrêt immédiat ou prochain d'une douzaine de réacteurs français¹⁰ pour inspection détaillée (on l'espère), arrêts qui devraient durer plusieurs mois, voire être définitifs, du moins si les inspecteurs de l'ASN avaient toute liberté pour prendre

les décisions adéquates. La question qui se pose, vu l'ampleur de la fraude, la mise à mal de tout le système de sûreté de l'industrie nucléaire et les conséquences extrêmes d'un accident atomique, est la suivante : pourquoi ne pas avoir décidé l'arrêt de la totalité des 58 réacteurs français, ainsi que des réacteurs des autres pays dont les éléments primaires ont été fournis par Areva et ses sous-traitants¹¹, en attendant l'examen rigoureux de tous les documents de fabrication incriminés et des pièces non conformes mises en service grâce à des documents de sûreté falsifiés ?

Ce qu'a fait le Japon après l'accident de Fukushima, mettant à l'arrêt la totalité de ses réacteurs atomiques, est-il hors de portée de la France et des autres pays concernés ? Bien entendu, il y a l'obstacle de ce petit calcul vite fait : à raison de 1 million d'euro de perte par jour et par réacteur, réacteurs dont la plupart sont amortis, il y aura des actionnaires mécontents. Et, face à ces montants, la pseudo-indépendance des *gendarmes du nucléaire*, l'ASN, l'AFCN et consorts, ne pèse pas bien lourd.

C'est toute la question du bien-fondé des centrales atomiques que fait ressurgir cette fraude massive au contrôle-qualité aux fins de mettre en service des éléments qui auraient dû être mis au rebut car menaçant la vie de millions de personnes.

Sans même anticiper ces déboires, les industriels, financiers et responsables politiques constituant le complexe militaro-industriel des années 1950 l'avaient bien compris : pour se lancer dans cette juteuse et stratégique entreprise à haut risque, il était impératif de mettre en place les conditions nécessaires à son succès : premièrement, des lois et accords internationaux limitant la responsabilité civile de l'exploitant en cas de catastrophe nucléaire, ce qui, en Europe, a été réalisé par la convention de Paris signée par 16 pays en 1960. Ensuite, il restait à museler l'Organisation mondiale de la santé qui, depuis un accord signé en 1959, ne peut émettre d'avis sur les impacts sanitaires de l'industrie ato-

mique sans en référer à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'organe officiel de lobbying de cette industrie. À quand une remise en question de ces conventions et accords, la dissolution de l'AIEA et des agences de sûreté nucléaire véritablement indépendantes ?

Francis Leboutte,
ingénieur civil chimiste
et informaticien

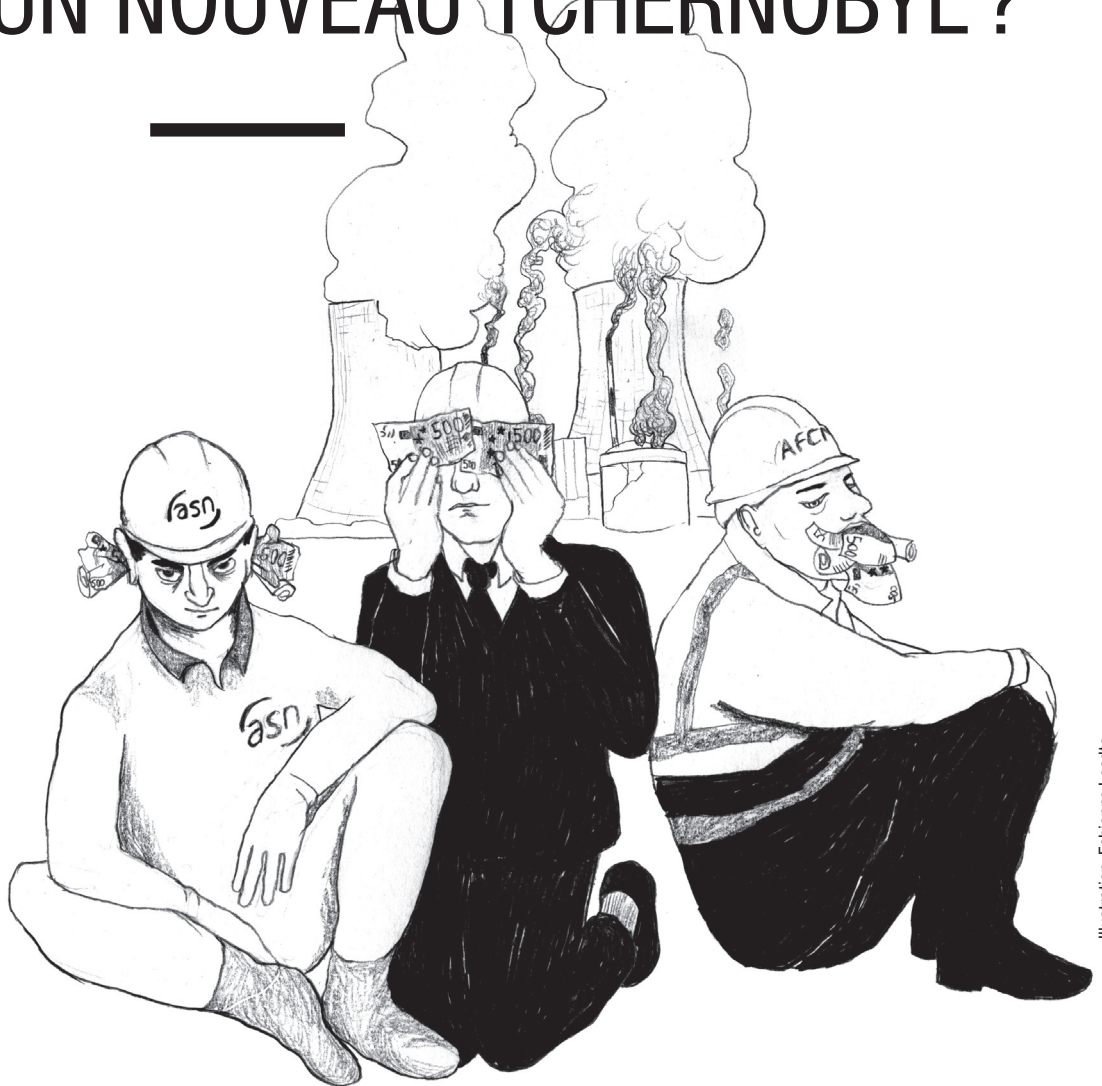


Illustration: Fabienne Loodts

- (1) Areva est une multinationale française du secteur de l'énergie, atomique principalement.
- (2) EDF : *Électricité de France* est un des premiers producteurs et fournisseurs d'électricité dans le monde, détenu majoritairement par l'État français, comme Areva.
- (3) Grand carénage : projet d'EDF de modernisation des centrales atomiques pour poursuivre l'exploitation des réacteurs au-delà des 40 ans (1,7 Mrd € en moyenne par réacteur, selon la Cour des comptes).
- (4) Réacteur EPR : réacteur pressurisé européen dit de troisième génération, conçu par Areva.
- (5) Lire *Démantèlement des centrales nucléaires : l'impasse*, Francis Leboutte in *Kairos* n° 22, décembre 2015, www.liege.mpoc.be/doc/energie/nucleaire/
- (6) ASN (Autorité de sûreté nucléaire) : l'organisme français qui assure le contrôle de la sûreté nucléaire. L'équivalent de l'AFCN (Agence fédérale de contrôle nucléaire) en Belgique.
- (7) Notamment un affaiblissement de la résistance à la fissuration (la ténacité de l'acier).
- (8) Principe d'exclusion de rupture : il s'applique aux équipements dont la rupture n'est pas envisageable, car les conséquences seraient ingérables et catastrophiques (pièces constitutives de la cuve du réacteur, du générateur de vapeur, du pressuriseur et autres composants primaires d'un réacteur).
- (9) Comme son équivalente belge, l'AFCN, financée à 80% par Engie-Electrabel dont elle est censée être le *gendarme* (lire sur le site web de Greenpeace le communiqué *L'AFCN est une filiale d'Engie-Electrabel*), la non-indépendance de l'ASN est largement démontrée. Dans un article très fouillé, À Flamanville, l'Autorité de sûreté nucléaire est dans la main d'EDF, la journaliste Pascale Pascariello, explique comment deux ingénieurs inspecteurs de l'ASN, chargés du contrôle sur le chantier de l'EPR de Flamanville et dans trois autres centrales en Normandie, ont subi pressions et menaces de leur direction, au profit d'EDF, et au mépris de la sécurité.
- (10) Si on y ajoute ceux qui sont à l'arrêt pour incident (4) ou pour maintenance ordinaire (une dizaine), c'est plus du tiers des réacteurs français qui sont à l'arrêt ou le seront sous peu.
- (11) Par exemple, Japan Casting & Forging Corporation qui a fabriqué des fonds primaires de générateur de vapeur atteints des mêmes vices.

DOSSIER

LA PRESSE LIBRE EXISTE!



Le 30 septembre 2016, dans une geste¹ qui aurait pu paraître anodine, André Linard, ancien secrétaire général du Contrôle de déontologie journalistique (CDJ, de 2009 à 2016), nomme le journalisme citoyen, pour mieux établir, une fois de plus, qu'il n'existe pas.

Nous reproduisons ci-dessous l'entièreté de sa carte blanche, parue dans *La Libre*, non pas que nous voulions lui donner à nouveau une tribune, mais parce que nous pensons qu'elle révèle, outre la pensée profonde de l'auteur, tout un système médiatique où la dissidence n'a pas sa place. Ceci expliquant donc l'existence de médias libres, indépendants, citoyens...

Péripéties, censures, peur de la dissidence, portrait clinique du journaliste... tout cela nous a inspiré ce dossier.

Dossier réalisé par
Alexandre Penasse



Carte blanche d'André Linard,
parue le 30 septembre 2016 dans *La Libre*

LE JOURNALISME CITOYEN N'EXISTE PAS

Bien sûr, le titre est excessif et doit être expliqué. Il exprime un profond énervement devant une certaine idolâtrie de la parole citoyenne, qui serait par nature libre et indépendante, alors que les journalistes, eux, seraient noyés dans le conformisme et la soumission à des intérêts mercantiles qui les dépassent. En réalité, **soit on s'exprime en tant que citoyen, soit on pratique le journalisme, ce qui implique un niveau d'exigence différent.**

La parole citoyenne est légitime. Elle est même nécessaire et trop faible dans la société qui manque de militantisme, d'expression d'opinions, des gestes posés au nom de valeurs et de principes. Mais cette parole n'a pas besoin de se qualifier de journalistique pour être pertinente. Car faire du journalisme, ce n'est pas seulement s'exprimer, prendre position, commenter, ni même raconter ce qui se passe au coin de sa rue. Ce n'est pas non plus lancer des alertes ou transmettre des documents, toutes démarches qui ont toutes leur importance lorsqu'elles portent sur des sujets d'intérêt général. Il n'y a rien de corporatiste dans ces propos. Le journaliste ne se reconnaît pas à un diplôme, à une carte de presse ou un contrat avec une rédaction. La différence entre les journalistes et les citoyens réside dans la démarche et dans les exigences.

« Comme pour la plupart des questions,
la réponse appartient aux citoyens, à leur action.
Sans aucun doute, tout système de pouvoir fera
tout pour l'empêcher ».²

Noam Chomsky

Un citoyen exprime ses opinions³, raconte ce qu'il a vu autour de lui, tient un discours militant qui ne lui impose aucune exigence de respect de la vérité. Il évoque les émotions qui lui tiennent à cœur et se veut acteur dans la société. Le journalisme remplit un autre rôle social. Il a pour responsabilité d'être l'intermédiaire entre ce qui se passe, au sens le plus large du terme, et le public. Face à la masse d'informations disponibles, il a pour responsabilité de recouper, de vérifier, de trier, de mettre en perspective, de sélectionner, d'expliquer, d'écarter ce qui ne tient pas la route, d'aider à comprendre au lieu de simplement transmettre... **Le journalisme demande des compétences** au même titre que n'importe quelle autre activité. Je cuisine chez moi, je ne suis pas pour autant un chef-coq. Être capable de prendre un médicament quand c'est nécessaire ne fait pas de moi un médecin. Plus la quantité d'informations disponibles est grande, plus le monde

a besoin de personnes qui remplissent cette fonction sociale spécifique. **Ce n'est pas un pouvoir, c'est une responsabilité.** Des citoyens se révèlent excellents dans cette activité, par exemple sur leur blog. Tous les journalistes sont d'ailleurs aussi, en tant qu'individus, des citoyens. **Mais dans leur activité, ils s'imposent des règles plus strictes que les citoyens.** Un jour une blogueuse a déclaré dans un colloque que la déontologie, c'est simple: il suffit de ne pas mentir. Grosse erreur, bien entendu: **le fondement du travail journalistique est la recherche et le respect de la vérité, une démarche active bien plus exigeante que l'absence de mensonges.**

« J'ai vu, en fait, l'histoire s'écrire non pas en fonction de ce qui s'était passé mais en fonction de ce qui aurait dû se passer selon les diverses lignes de parti. (...) Ce genre de chose m'effraie, car cela me donne souvent le sentiment que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de notre monde. Après tout, le risque est grand que ces mensonges, ou des mensonges semblables, finissent par tenir lieu de vérité historique. (...) Si le chef dit de tel événement qu'il ne s'est jamais produit – eh bien, il ne s'est jamais produit. S'il dit que deux et deux font cinq – eh bien, deux et deux font cinq ».

George Orwell⁴

Il fut de bon ton, à un moment donné, de contester le monopole de la bonne information que les journalistes prétendaient - paraît-il - avoir. Acceptons que la critique fut parfois juste. Les progrès technologiques ont alors permis de communiquer en multilatéral. Aujourd'hui, la diffusion d'information partout, par tous et en tous sens force les journalistes à une plus grande rigueur, les confronte à de nombreuses rumeurs à vérifier et les soumet plus largement à la critique. La création d'espaces de réaction ouverts aux internautes sur les sites des médias portait d'une bonne idée: compléter, contester ou améliorer les informations déjà diffusées par les journalistes par des apports du public. Les portes du pseudo journalisme-citoyen s'ouvriraient sur une nouvelle voie d'expression. On voit ce que cela donne. A de rares exceptions près, ces forums sont sans intérêt. Leurs contenus appellent souvent à la haine, au racisme, à la violence et certains médias se complaisent à les relayer. **Chacun a le droit de s'exprimer mais n'est pas journaliste qui veut.**

André Linard

Notre réponse à la carte de blanche d'André Linard,
envoyée le vendredi 7 octobre 2016, et refusée par *La Libre*

Face à cet étalage de contre-vérités, révélatrices d'une idéologie bien ancrée, ce flot de sophismes qui cachent un flou visant à égarer le lecteur du problème fondamental – qu'est-ce que le journalisme au regard des médias dominants et, à partir de là, pourquoi des citoyens décident de faire des médias libres ? –, nous avons deman-

dé à *La Libre* un droit de réponse que nous devions signer collectivement au nom de différents médias indépendants.

Notre courrier a été refusé par le service dé-
bat de *La Libre*. Nous reproduisons son entiè-
reté ci-dessous.



Illustrations: Aurélie Garnier

AINSI, LE JOURNALISME CITOYEN N'EXISTERAIT PAS ?

Comme à l'accoutumée, lorsqu'il s'agit pour un journaliste professionnel de défendre sa position face à la montée d'un journalisme citoyen, il faut feindre l'indépendance et la liberté des médias dominants, exercice dans lequel le recours aux raccourcis devient un réflexe.

Ainsi, André Linard, ancien directeur du CDJ, affirmait dans sa carte blanche qu'il n'existe pas de journalisme citoyen et dénonçait un manichéisme, qu'il crée au fond de toute pièce: il existerait selon lui cette idée d'une « certaine idolâtrie de la parole citoyenne, qui serait par nature libre et indépendante, alors que les journalistes, eux, seraient noyés dans le conformisme et la soumission à des intérêts mercantiles qui les dépassent ». Mais qui a inventé ce manichéisme primaire, outre celui qui le cite? Nous pouvons autant déceler chez les premiers un blogueur ultrasessioniste tout sauf « libre et indépendant » et chez le second quelqu'un qui travaille honnêtement et au service de l'exactitude de l'information.

Mais ce type de rhétorique est connu: il s'agit de nommer un problème – le conformisme et la soumission –, pour mieux l'écartier et ne plus y réfléchir, à l'instar de Laurent Joffrin, directeur de publication de *Libération*, qui démentait que des journaux ne puissent plus être libres dès lors qu'ils sont dans la main de propriétaires: « Je ne crois pas que le *Figaro* ne soit pas libre parce qu'il est dans la main d'un marchand de canons. »

« Superflus aussi la publicité et les parrainages qui amadouent ou sanctionnent les responsables des médias; qui obligent à vendre un journal deux fois, d'abord à l'annonceur, puis au lecteur; qui véhiculent sans relâche le lien entre bonheur et marchandise; qui bientôt détermineront le sommaire de chaque périodique et la géographie de ses zones interdites ».

Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, p. 99

Pourtant, les médias *mainstream* appartiennent à de grands groupes qui ont des intérêts à défendre, et cette structure de propriété a des effets certains sur la ligne éditoriale. En Belgique, la plupart des médias sont dans les mains de sept familles qui comptent parmi les plus grandes fortunes belges. En France, pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, *Libération* est la propriété de Patrick Drahi, homme d'affaires actif dans les télécommunications, avec un patrimoine évalué à 14 milliards d'euros – et qui a baigné dans les Panama Papers. Ce dernier témoignait le 27 mai 2015 devant l'assemblée nationale: « Les Chinois travaillent 24h/24 et les Américains ne prennent que deux semaines de vacances... c'est là, le problème pour nous... ». Diffi-

cile de croire que lui ou un autre patron de presse défendra le droit du travailleur, la nécessité de produire moins et mieux, la lutte contre des traités internationaux comme le TTIP ou le CETA... pas maso le coco.⁵

Quand vous vous plaignez auprès de notre chaîne publique qu'au JT du soir du samedi 17 septembre, alors que des centaines de milliers de manifestants sont sortis dans les rues allemandes pour dénoncer le CETA et le TTIP, ils n'en aient dit mot, on vous répond: « L'actualité étant souvent très chargée, la rédaction du JT est amenée constamment à faire des choix. En trente minutes de journal, il est effectivement impossible de parler de tout. C'est la raison pour laquelle la rédaction pratique une information dite 360°, c'est-à-dire une information qui se décline sur les différents médias. Un sujet peut ainsi être traité en radio et sur le net mais pas en télévision, ou inversement ». Rigolo... Mais « normal », la chaîne publique étant prise dans le rouleau compresseur de la concurrence et de l'audimat, managée à l'américaine par des universitaires sortis de Solvay business school. On ne s'étonnera ainsi pas du racolage médiatique et du climat délétère au sein de l'institution, dès lors que le profit passe avant tout.

C'est donc fondamentalement cette appartenance des médias qui a détourné de nombreux citoyens de l'info-spectacle et les a amenés à créer leurs propres supports. Ceux-ci ne sont pas pour autant de moindre qualité que l'information estampillée « professionnelle ». Au contraire, puisque de fait ces nouveaux médias « citoyens » remplissent une fonction que les « professionnels » n'assument plus. Et ils le font par conviction, par souci citoyen, et dans des conditions humainement et matériellement difficiles (ils doivent avoir une activité rémunérée par ailleurs, devant travailler sur le média en dehors de ces heures). Mais cette faiblesse est en même temps leur force, la garantie de leur liberté à eux: leur salaire et l'éventuel remboursement de leur crédit ne dépendent pas de ce qu'ils disent ou écrivent.

On ne voit pas trop d'ailleurs à ce niveau ce qui définit un journaliste. Si on suit André Linard dans cette présentation binaire « Soit on s'exprime en tant que citoyen, soit on pratique le journalisme, ce qui implique un niveau d'exigence différent »; « La différence réside dans la démarche et dans les exigences ». - « Un citoyen exprime ses opinions, (...) tient un discours militant qui ne lui impose aucune exigence de respect de la vérité. - « Chacun a le droit de s'exprimer mais n'est pas journaliste qui veut ». Le journaliste serait ainsi une sorte d'être éthéré, hors-sol, responsable, avec des exigences strictes de respect de la vérité. André Linard ne nous dit pas quand on est un « vrai » journaliste, mais sans doute ne le devient-on réellement qu'une fois adoubé par ses pairs et reconnu membre de la grande fa-

mille, celle qui se conforme le plus souvent à la vérité que l'institution attend. Celle qui, en définitive, devient elle aussi militante, mais à l'insu de son plein gré, au service d'intérêts dont elle n'est souvent pas consciente, que ce soit par choix ou par naïveté.

Nous n'avons pas besoin de titres, de corporatisme, de galas entre copains; nous nous définissons par ce que nous faisons, pas par ce que nous sommes. Nous qui faisons de la presse libre et indépendante, nous assumons un rôle de porte-parole, nous ne sommes pas des détenteurs de la liberté d'expression. Comme disait Jean-Paul Sartre: « On croit que la liberté d'information, le droit à la liberté de la presse, c'est un droit du journaliste. Mais pas du tout, c'est un droit du lecteur du journal. C'est-à-dire que c'est les gens, les gens dans la rue, les gens qui achètent le journal, qui ont le droit d'être informés. (...) Donc, il faut essentiellement que le peuple discute avec le peuple. » Nous voulons créer un lien de proximité, faire exister la parole de ceux qui sont rendus invisibles et délaissés par les médias traditionnels, rendre intéressant ce qui est important, plutôt que de rendre important ce qui n'a aucun intérêt, comme le divorce de deux stars multimillionnaires. La liberté d'information n'est pas celle qui défend l'information utile au statu quo des plus nantis.

En définitive, c'est sans doute cela que les défenseurs du « vrai » journalisme empêchent, malgré eux pour certains: que le peuple soit informé. Et que le changement, enfin, prenne corps...

Cher Monsieur Linard, si tous les journalistes faisaient vraiment et correctement leur boulot, il n'y aurait point de lanceurs d'alerte, de WikiLeaks, il n'y aurait pas *Kairos*, *Zin TV* et *Sans Papiers TV*... ou même le collectif *Krasnyi*, *radio Panik*,... il n'y aurait pas de journalisme citoyen!

Vendredi 7 octobre 2016.

**Signataires: journal Kairos, ZIN TV,
Sans Papiers TV, collectif Krasnyi,
radio Panik**

(1) « Geste », au féminin, indique par extension de son sens premier, une « histoire glorifiant un individu, un groupe, un peuple ». Car le texte de l'ancien secrétaire général de la CDJ n'est au fond rien d'autre qu'une glorification du journalisme professionnel par la présentation – faussée – de ce qu'il ne serait pas.

(2) Cité dans « *L'Empire de la surveillance* », Ignacio Ramonet, Éditions Galilée, p. 168.

(3) Rappelons qu'André Linard s'exprime dans une rubrique du quotidien *La Libre*, qui stipule clairement dans le chapeau, sur le site, que c'est une « opinion » (« Une opinion d'André Linard, secrétaire général du CDJ de 2009 à avril 2016 », voir www.lalibre.be/debats/opinions/le-journalisme-citoyen-n-existe-pas-57ed2de7cd70871fc422cc0f). On ne sait donc plus trop si Linard s'exprime ici comme journaliste... ou comme citoyen! Les médias libres n'opèrent pas pour leur part à cette distinction trompeuse.

(4) Essais, articles, lettres, pp. 312-35, cité dans *George Orwell*, Bernard Crick, Éditions Flammarion, 1980/2003, p. 514.

(5) Voir pages 15-16, « C'est quoi le TTIP? »

LA « LIBERTÉ » DE CHOISIR DE NE PAS CHOISIR

«L'emprise des élites sur les médias et la marginalisation des dissidents découlent si naturellement du fonctionnement même de ces filtres¹ que les gens de médias, qui travaillent bien souvent avec intégrité et bonne foi, peuvent se convaincre qu'ils choisissent et interprètent "objectivement" les informations sur la base de valeurs strictement professionnelles. Ils sont effectivement souvent objectifs, mais dans les limites que leur impose le fonctionnement de ces filtres».

Noam Chomsky et Edward Herman, La fabrication du Consentement².

Suite à la carte blanche «Le journalisme citoyen n'existe pas»³, nous avons donc proposé avec d'autres médias libres, une réponse au quotidien (voir p.10-11). Nous pensions avoir le droit de dénoncer ce qui était pour nous des raccourcis et reflétait les positions de l'intelligentsia, purs points de vue conformistes qui éludaient la réalité du journalisme libre et sa véritable raison d'être.

LES « FACTEURS » DU REFUS

Le courrier a été envoyé à la rédactrice du service «débat», le 6 octobre. Le 7, elle nous répondait :

«Bonjour Monsieur,

Merci pour votre proposition. Compte tenu de divers facteurs (dont ce qui a déjà été dit dans nos colonnes et ce qui est en préparation, pour notre rubrique et le reste du journal), nous ne pourrions pas publier votre texte.

Excellente fin de semaine à vous,

Monique Baus»

La réponse arrive, celle qu'on attendait, mais que d'une manière paradoxale on n'attendait pas (ce qui doit aussi nous questionner sur le sens de nos interventions, sur ce que nous sommes et voulons vraiment). Pas moyen à notre tour de nous exprimer, de répondre là où André Linard, ancien directeur de la CDJ, dispose de l'espace pour pourfendre en quelques lignes la raison de nos luttes. Notre droit de réponse, par un collectif de médias libres (Zin TV, Kairos, Krasniy, Radio Panik...) est, sans «explications», refusé. Bam! La sentence tombe. Pas de grands étonnements donc, bien que toujours une forme de sentiment d'injustice se mélangeant à une forme de surprise un peu feinte, un peu vraie... C'est en effet toujours tellement grand, fort, violent.

Mais tout cela est aussi riche d'enseignement, démontrant à quel point les médias façonnent notre perception du monde et que, pour changer ce monde, il faudra abattre ce journalisme qui formate les esprits.



**L'APPEL À LA LIBRE,
PAS SI LIBRE**

Je décide d'appeler Madame Baus, responsable du service « débats » à La Libre.

« J'ai un certain nombre de cases à remplir avec un certain nombre de textes »

Responsable « Service débats » de *La Libre*.

- Kairos - Allo, bonjour, Madame Baus ?

- Madame Baus - Oui.

- Alexandre Penasse, rédacteur en chef du journal *Kairos*. Je viens d'apprendre le refus de la publication de la carte blanche et j'aurais aimé, si c'est possible, avoir une explication ?

- Eh bien, l'explication était dans le mail : il y a un choix à faire, j'ai moins de place que de textes proposés et dans le choix... voilà !

- Mais on peut vous proposer quelque chose de plus court pour la semaine prochaine.

- Non, c'est pas une question de longueur, c'est vraiment une question de choix. Si vous voulez revenir la semaine prochaine, mais je ne vous garantis pas que...

- Attendez, une question de... je comprends pas, il est...

- De longueur...

- Il est trop long ?

- Non pas du tout... non.

- Je ne comprends pas alors.

- Non, c'est pas une question de longueur, c'est une question de choix, euh... j'ai, j'ai un certain nombre de cases à remplir avec un certain nombre de textes : j'ai plus de textes que de cases, et voilà y'a certains textes qui ne passent pas, et voilà celui-là on a décidé que...

- Ça n'a rien à voir avec le fond de l'article, je suis sûr...

- Sans doute...

- « Sans doute » quoi, que ça n'a rien à voir ?

- Oui.

- Le texte ne vous dérange pas du tout ?

- Mais vous voulez... j'entends bien ce que vous dites, mais ça ne sert à rien de faire des insinuations comme ça par téléphone. C'est pas ça qui fera passer le texte, vous comprenez.

- Ce ne sont pas des insinuations, mais je me dis que c'est quand même un peu ça le problème. De toute façon on va diffuser tout azimut votre refus, c'est évident.

« Cette concentration des médias entre les mains de ceux qui déjà concentrent les richesses est-elle aussi dépourvue de conséquences pour l'information qu'on le dit ? »

S. Halimi, p.56

- Mais ce n'est pas un refus ! C'est qu'on ne peut pas tout publier dans un journal où il y a... on reçoit quarante textes...

- Vous me dites alors « écoutez, ça ne va pas pour vendredi, lundi ou mardi, mais on vous le publiera un autre jour, ça reste d'actualité... », mais ne me dites pas que...

- Non, non, ah non, non, non, ça ne reste pas d'actualité puisque c'est une réaction à quelque chose qui a été écrit la semaine précédente, et donc non ça ne reste pas d'actualité (sic). Ça n'est pas vrai.

- Mais le sujet est quand même... la carte blanche de Linard, elle est sur votre site, la personne peut très bien retrouver ça et la plupart des gens qui vont voir notre réponse iront revoir la carte blanche d'origine. Je ne comprends pas.

- Ben, écoutez, moi voilà, je n'ai pas autre chose à vous dire. Moi je m'occupe des pages papiers, donc je ne m'occupe pas du site. Ce qui est publié sur le site ou pas, ça n'est pas de mon ressort à moi. Et donc je vous dis, j'ai dix emplacements par semaine et je ne peux pas publier tout ce que je reçois. Il faut faire des choix. Il faut faire des choix chaque semaine et il faut épurer au fur et à mesure, je peux pas laisser gonfler la pile de textes que j'ai ici sur mon bureau pour en avoir après 150 en attente...

- C'est vous qui décidez toute seule ?

- Non, pas toute seule.

- Donc c'est juste un problème technique ?

- Allez (elle souffle), d'accord. Ben, oui, c'est juste un problème technique...

- (1) Chomsky et Edward évoquent ici cinq principaux filtres : taille, actionariat, fortune du propriétaire et orientation lucrative ; poids de la publicité ; poids des sources gouvernementale ou économiques et des "experts" financés et adoués par ces sources primaires et agents des pouvoirs ; moyens de contre-feux permettant de discipliner les médias ; l'"anticommunisme" comme religion nationale et mécanisme de contrôle. Ce dernier filtre a évolué actuellement vers la lutte contre l'Islam et la guerre au terrorisme.
- (2) Éditions Agone, 1988/2008, p. 26.
- (3) Voir l'article « Expression à sens unique », dans ce dossier.
- (4) C'est-à-dire qu'au-delà de l'attitude didactique qui vise à montrer qui ils sont, devons-nous encore chercher à les « coincer » ? Cela a-t-il du sens, cela ne repose-t-il pas sur l'illusion qu'ils sont capables de changer (voir p. 17-18, « Le conflit mental indépassable des journalistes »).

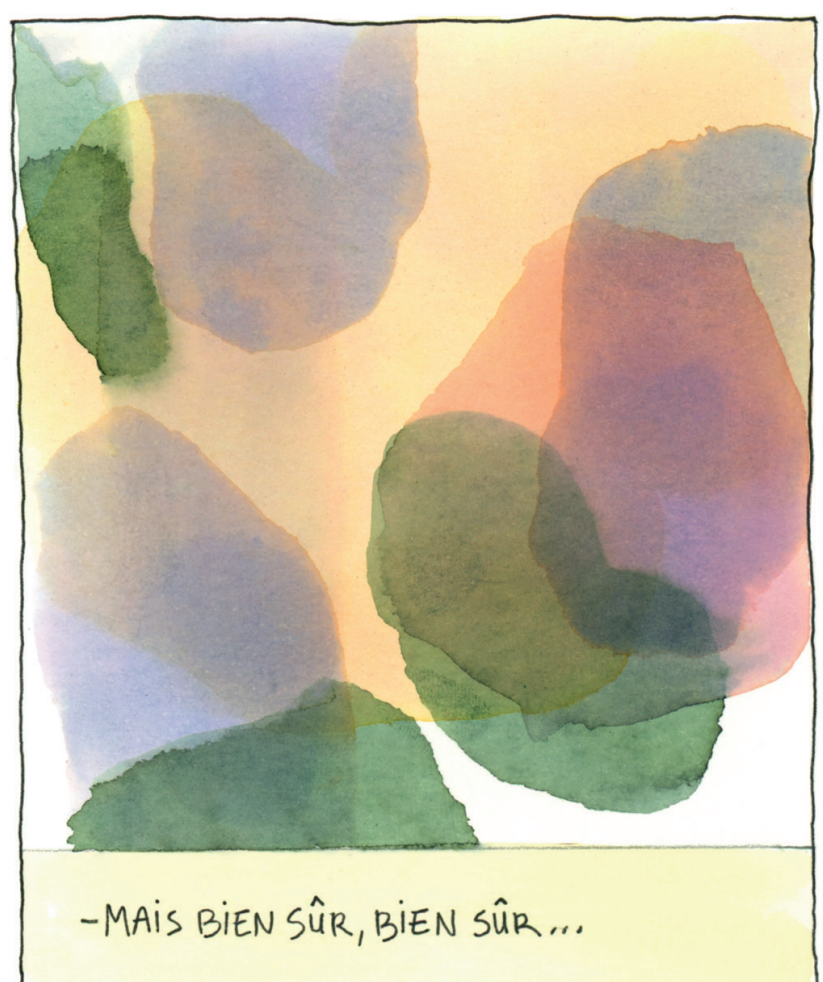
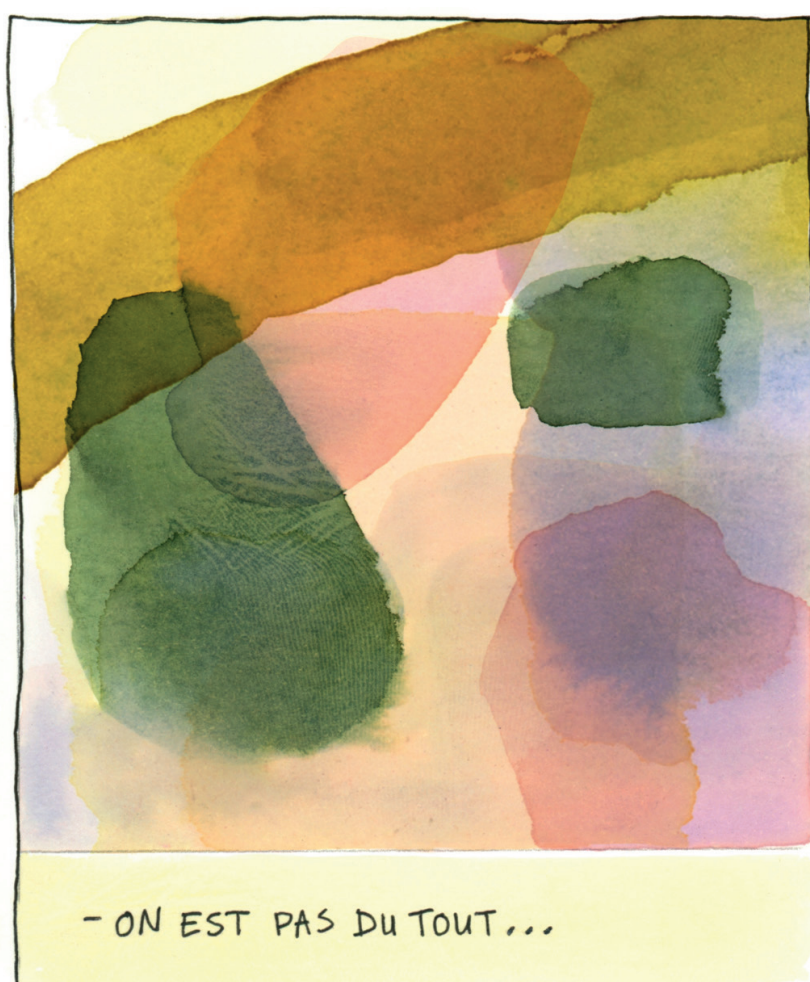


Illustration: Aurore Vegas

« C'EST LA VRAIE VIE ÇA »

Suite à cela, nous avons appelé Jean-François Dumont⁵, secrétaire général adjoint de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), qui a été journaliste de presse écrite durant 26 ans, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Le Vif/L'Express*, a enseigné le journalisme durant 20 ans à l'UCL et enseigne à l'IHECS (pour le master en Education aux médias) et à l'Université du Burundi. Il siège au Conseil de déontologie journalistique (CDJ) ainsi qu'au Conseil supérieur de l'Éducation aux médias (CSEM). Le personnage est donc bien ancré dans le milieu.

A l'origine, on l'appelle pour le fameux Gala de l'AJP, celui où les pontes de la profession se retrouvent⁶. On veut aller voir ce qui s'y passe, ce qui s'y dit, quels sont les copains de ceux censés protéger la profession de journalistes, et qui rencontrent ces derniers et les étudiants lors de leur « tournée en Wallonie et à Bruxelles », dans les locaux d'IPM, Belgga, Rossel, RTL-TVI⁷...

La discussion avec Jean-François Dumont débute sur l'importance pour nous, chez *Kairos*, du journalisme libre, citoyen et de la difficulté, si pas l'impossibilité, d'en vivre. Les dissonances, contradictions, sont riches d'intérêt; la manière également dont il se représente et présente, à l'exemple d'André Linard, le journalisme alternatif: sorte d'organisation à la marge des médias mainstream qui fournirait à la presse de masse quelques contenus et l'influencerait parfois un peu par une petite piqure de rappel mais pas trop profonde, douce et toujours en superficie, sans jamais, oh non jamais, remettre en question l'industrie médiatique et les grosses fortunes qui les possèdent: « c'est la vraie vie ça. Même si on peut le déplorer »...

Jean-François Dumont: (...) Il y a des choses qui s'assouplissent un tout petit peu, mais c'est vrai qu'on en n'est pas encore à dire qu'un bénévole peut être reconnu comme un professionnel, c'est aussi un sacré message que l'on enverrait aux employeurs en leur disant « Vous savez, c'est pas grave, si vous payez pas vos gens, ils seront quand même reconnus chez nous comme journalistes. » (...) Nous, on ne veut pas non plus habituer ou passer le message que le journalisme est une activité qui ne se paie pas nécessairement. C'est une profession, c'est un métier, ça se rémunère.

- Kairos: oui, mais justement, quand on fait une presse alternative, libre, dissidente, la réalité est qu'on ne sait quasiment pas se payer (...)

- On ne veut pas dévaloriser, démonétiser la valeur d'une prestation professionnelle (...)

- Encore une chose: quel est le pire, faire du travail bénévole sans toucher de l'argent de la publicité ou être payé par la publicité?

- Oulaaa... qu'est-ce que ça sous-entend? Vous voulez dire que si l'entreprise de presse est payée par la publicité, les journalistes sont des vendus aux annonceurs, c'est ça que vous suggérez? On va faire un colloque un jour là-dessus si vous voulez (rire)

- On fait un colloque quand vous voulez... Accardo, Chomsky, Halimi ont écrit beaucoup de choses là-dessus déjà.

- Oui, je sais, mais on va pas rester dans le fantasme non plus à ce niveau-là; même s'il y a des liens parfois sulfureux entre l'information et la publicité, on est pas du tout... je ne sais pas si vous avez déjà travaillé dans une vraie rédaction?

- Non, mais on peut vous envoyer des stagiaires dans des vraies rédactions. Je travaille dans une vraie rédaction, c'est celle de notre journal.

- Je dis « vraie rédaction » d'une presse qui vit notamment de la publicité. Moi j'ai 26 ans de présence dans ces rédactions-là, je ne savais jamais quel était l'annonceur qui était dans mes pages le lendemain. Et personne de mes collègues ne le savait. Et je n'avais pas de consignes pour dire « On ne dit pas du mal d'untel ou d'untel ». Mais y'a des exceptions, que je suis prêt à reconnaître et que j'ai vécues aussi.

« Ce sont les préférences des publicitaires qui déterminent la prospérité, voire la survie même d'un média ».

Chomsky et Edward, p.47

- En tous cas, on remarque qu'il y a des choses qui ne sont pas traitées dans la presse, mais bon...

- Mais bien sûr, bien sûr.

- Et que *Kairos* n'est pas trop apprécié par la presse de masse qui ne nous relaie pas; on ne cherche pas ça, puisque justement on existe parce qu'ils ne font pas leur boulot, mais on nous évite quand même grandement.

- D'un autre côté, pour des gens de communication, vous êtes d'une discrétion surprenante. Moi, j'ai fait la connaissance de *Kairos* l'année passée au salon de Namur.

- On n'est pas d'une discrétion surprenante, on n'a pas les réseaux des autres, c'est tout.

- Est-ce que vous avez seulement envoyé un exemplaire de *Kairos* aux rédactions traditionnelles, pour qu'on vous lise, pour qu'on vous reprenne, pour qu'on parle de vous?

- D'envoyer un *Kairos* à *La Libre* ou au *Soir* ou à la *DH*, c'est ça que vous voulez dire? *

- Oui, bien sûr, aux gens qui s'occupent des médias.

- Eh bien, je fais le pari avec vous qu'on l'envoie et qu'il n'y aura aucune réponse.

- Pas tout de suite, mais bien sûr quand Bernard Hennebert ou d'autres faisaient de l'entrisme dans les rédactions, ben voilà bien quelqu'un qui est arrivé jusqu'à avoir des pages complètes sur lui. Il ne faut pas se plaindre de ne jamais être cité si vous ne sortez jamais de votre tanière.

« Comment le professionnel de l'information a-t-il imaginé qu'un industriel allait acheter un moyen d'influence tout en s'interdisant de peser sur son orientation? ».

Serge Halimi, p. 69

- Ah mais non, je ne me plains pas de ne pas être cité, je vous dis que quand je fais un dossier sur les liens entre les médias de masse et les plus grandes fortunes belges⁸, je ne crois pas que *Le Soir* et Monsieur Marchant et Madame Delvaux se disent: « Tiens, on va relayer ». Ne soyons pas naïfs, franchement, il faut arrêter.

- Non, effectivement, surtout si vous citez en plus des gens de la famille Hurbain et compagnie.

« Sous la double pression de la concentration capitaliste et d'une concurrence commerciale favorisant le conformisme et la bêtise, le journalisme est devenu presque partout: creux et révérencieux ».

S. Halimi, p. 29

- Ah, la famille Hurbain, quantième fortune belge?

- On sait quand même comment aussi les médias fonctionnent, évidemment qu'il y a une espèce de...

quand j'étais à la *Libre Belgique*, c'est pas en lisant *Le Soir* que j'apprenais ce qu'il se passait chez eux et c'est pas en lisant *Le Soir* que j'apprenais ce qu'il se passait chez IPM. Et ça, c'est la vraie vie ça, même si on peut le déplorer. Et c'est pour ça que c'est intéressant qu'il y ait des médias alternatifs. Mais en même temps, il y a des médias alternatifs qui font un boulot qui finit par s'infiltrer, par donner des sujets et de l'info à des médias non-alternatifs.

« Les sondages indiquent régulièrement que le public – bien qu'il écoute et regarde ce qui lui est proposé – souhaiterait davantage de nouvelles, de documentaires et une information différente, moins de sexe et de violence et un autre genre de divertissements. Il semble peu probable qu'il serait réellement indifférent aux citoyens de savoir pourquoi leurs revenus stagnent, voire déclinent, alors qu'ils travaillent de plus en plus dur; pourquoi les soins médicaux auxquels ils ont accès sont aussi coûteux que médiocres; ou encore négligent ce qui peut être perpétré en leur nom un peu partout dans le monde. S'ils sont si peu au courant de tels sujets, le modèle de propagande explique pourquoi: ceux qui exercent leur souveraineté sur les médias ont décidé de ne pas aborder ce type de questions ».

Chomsky et Edwards, p.96

Y-A-T-IL QUELQUE CHOSE À FAIRE POUR EUX ?

C'est évident que les chiens de garde de l'ordre dominant, ces journalistes bien-pensants qui s'évertuent à tenter de nous faire croire qu'ils sont libres, alors qu'ils le sont dans le cadre qu'on leur donne et qu'ils acceptent de se donner, celui de la « vraie vie », sentent que le vent commence à tourner. De plus en plus de citoyens se détournent de médias soumis au grand capital, qui les considèrent d'abord comme des consommateurs, secondairement comme des lecteurs dont le devoir serait de leur parler de ce qui est important.

Ils disent offrir une agora. Oui, mais avec droit d'entrée!

* **ACTION DU MOIS**: Contacter *La Libre*, *La Dernière Heure*, *Le Soir*, envoyez-leur votre *Kairos*, l'adresse du site... vous serez surpris de voir se confirmer ce que nous disons ici...

(5) Que nous avons déjà interviewé dans l'émission Micro Ouvert, au salon des médias alternatifs, l'année précédente. A écouter ici: <https://archive.org/details/MicroOuvert-MdiasAlternatifs1->

(6) Voir « Daniel Blake au gala de l'AJP », <http://us5.campaign-archive2.com/?u=4002f970f42fa3c587b2884bd&id=f4ebb3342a>

(7) <http://www.ajp.be/lajp-a-votre-rencontre-chez-vous>

(8) Voir « Seriez-vous Libre@ ce Soir@ ? Ou comment les médias-industries détruisent la pensée » (*Kairos* 23, ou ici: <http://www.kairospresse.be/article/seriez-vous-librer-ce-soir>)

C'EST QUOI LE TTIP ?

QUE NOUS NE COMPRENIONS PAS : UN DES OUTILS DU POUVOIR

« Les médias occultent une part considérable de ce qui permet de comprendre un événement. Mais plus cruciale encore est la place accordée à tel ou tel fait : le moment, la mise en page, le ton, la répétition, les éléments de contextualisation, les faits et les analyses qui lui donnent sens (ou l'en privent). Les contraintes sont si fortes, et sont si profondément inscrites dans le système, que des choix éditoriaux qui s'établiraient autrement sont difficilement imaginables ».

N. Chomsky & H. Edwards p.21

- Vous allez à la manifestation ?
- Quelle manifestation ?
- Ben, contre le TTIP.
- C'est quoi le TTIP ?

J e leur en avais déjà parlé pourtant. Mais combien de fois l'avaient-ils vu à la télé, entendu à la radio, lu dans les journaux ? Non pas sous la forme habituelle qu'affectionne la presse dominante, qui présente toujours les faits sous cette fausse neutralité mettant en jeu deux « camps » : des pour et des contre. Dans cette mise en jeu : les opposants sont toujours représentés comme des individus dont on dirait qu'ils ont juste décidé de s'opposer sans qu'on n'explique vraiment les fondements à la base de leur action et les valeurs qui président à leurs choix. Ils contesteraient, c'est bien leur droit...

« On peut dire que la représentation médiatique du monde, telle qu'elle est fabriquée quotidiennement par les journalistes, ne montre pas ce qu'est effectivement la réalité mais ce que les classes dirigeantes et possédantes croient qu'elle est, souhaitent qu'elle soit ou redoutent qu'elle devienne ».

Alain Accardo, « Journalistes précaires, journalistes au quotidien », éditions Agone, 2007, p.64

Pas vraiment de faits objectifs donc à l'origine de la contestation. Pas de réalité de la destruction sociale et sanitaire, de l'asphyxie des écosystèmes, de l'oppression salariale qu'engendreront ces traités. Ceux qui manifestent exerceraient juste leurs droits civils et politiques comme la liberté d'opinion ou la libre expression. Choix individuel donc.

PAS DE VÉRITÉ ?

Mais derrière la fausse neutralité, le traitement médiatique de la contestation montre à lui seul que les canaux de propagande suivent docilement l'idéologie dominante et que, derrière l'apparence d'impartialité, les médias ont leur avis et construisent la réalité qui arrange la caste des nantis et assurent à l'ordre dominant sa perpétuation.

TROIS EXEMPLES

1. Le choix de ceux qui s'expriment.

Le matin de la manifestation du 20 septembre contre le CETA et le TTIP, prévue le soir à Bruxelles,



Illustration: Francesca Capellini

la radio publique de la RTBF, La Première, invite Cecilia Malmström, Commissaire européenne au commerce. Quoi de mal, direz-vous ? C'est qu'en 15 minutes, même si le journaliste relaie les craintes des mouvements sociaux, un sujet comme ça demande du temps et des arguments bien préparés, chiffrés, permettant de donner le change aux mensonges et tentatives de réassurance des porte-parole des multinationales. L'inviter ce matin du 20 septembre, quelques heures avant une manifestation, c'est lui donner une tribune, un plaidoyer, laisser libre cours à la propagande atlantiste qui, à nouveau, peut donner à l'auditeur cette impression qu'il n'existe pas de faits objectifs, que Commission européenne et gouvernement des États-Unis ne veulent que le bien des citoyens. Ceux qui s'y opposent peuvent donc le faire, gentiment et sans violence, mais ils ne sont pas très crédibles au fond, ne défendant pas plus le bien commun que Cecilia... telle est l'impression que cela peut donner.

« Une démocratie authentique qui associerait le peuple à l'action constitue une menace à vaincre ».

Noam Chomsky¹

Cette dernière, chaudement recommandée à l'époque par Jean-Claude Juncker (JCJ) – président de la Commission et fervent défenseur du libre marché et des paradis fiscaux – pour son accession à la fonction de commissaire², nous dira donc sur les

ondes de la radio publique : « Le traité avec le Canada [CETA] est tout à fait réalisable, les États membre vont le voter bientôt je l'espère, le Parlement européen aussi ». Pour le TTIP, elle ajoutera « Il y aura un traité, si pas avant Obama, il faudra attendre une pause naturelle pour la prochaine administration ». Normal, non, quand son rôle consiste essentiellement en la ratification de ses traités ? : « Notre but doit être de conclure les négociations sur des bases de bénéfices réciproques et mutuels », expliquera JCJ à sa nouvelle recrue³.

Durant toute l'interview sur La Première, elle tentera ainsi de convaincre les auditeurs qu'au fond, une majorité d'Européens sont favorables au CETA et au TTIP : « Dans la majorité des pays [de l'UE], il y a une majorité de soutien » (...) « J'ai reçu la semaine passée une lettre de 12 États qui m'ont assuré de leur soutien et qui m'ont dit : "S'il vous plaît, n'arrêtez pas les négociations, c'est un accord très très important". Et dans ces pays, il y a aussi un soutien populaire très fort. » Pauvres Européens qui n'arrivent pas à prendre conscience de l'opportunité du CETA et du TTIP. Il faudra donc convaincre ces derniers, et la RTBF s'y emploiera en invitant Vincent Reuter (administrateur délégué de l'union Wallonne des Entreprises, le 14.10), Didier Reynders (20.10),

(1) Éditions de l'Herne, Paris, 2006. p.26.

(2) http://ec.europa.eu/commission/sites/cwt/files/commissioner_mission_letters/malmstrom_en.pdf

(3) Jean-Claude Juncker à Cecilia Malmström : « Our aim must be to conclude the negotiations on a reciprocal and mutually beneficial basis », idem.

Marianne Dony (présidente de l'Institut d'études européennes et professeur à l'ULB, apparemment fervente aficionada de l'Union et des traités, le 21.10).

Malmström ajoutera encore: « Dans aucun cas on ne peut forcer les États membres de privatiser leurs services publics, il n'y aura pas de baisse de standard; nous avons essayé d'expliquer, de souligner et de porter toutes ces craintes dans les négociations »; « Le traité avec le Canada, c'est dans l'intérêt de l'Europe, de la Wallonie aussi; en Wallonie on vient de perdre beaucoup d'emplois (...) c'est pour cela qu'il faut donner une autre chance aux compagnies belges... »

Elle ne dira pas que les Canadiens nous conseillent d'éviter de faire la même chose qu'eux, et nous préviennent⁴, alors que le Canada signait il y a 22 ans un traité de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, en faisant miroiter les sempiternels sophismes de la croissance économique, de la création d'emploi et de la richesse pour tous qu'allaient amener ces traités. Caterpillar par exemple, qui produisait des locomotives en Ontario, a imposé à ses travailleurs une baisse de 50% de leur salaire sous la menace de fermer l'usine; ils ont refusé et l'entreprise, comme beaucoup d'autres, est partie aux États-Unis où les normes de travail sont plus « souples ». Quelques années plus tard, Caterpillar délocalisait à nouveau sa production vers le Mexique, où le salaire est encore plus bas⁵. Au Canada, rien que ces 5 dernières années, 350 000 emplois manufacturiers ont disparu. Voilà donc avec le CETA et le TTIP une occasion de concurrence sans fin entre les pays européens, dont on sait bien à qui elle bénéficiera.

L'harmonisation dont parlent les défenseurs du TTIP et du CETA consiste donc en un « équilibrage vers le bas »: un équilibre déséquilibré à l'avantage de certains. Comme l'énonçait une de ses zélatrices, Madame Dony, sur les ondes de La Première dans des termes fantastiquement contradictoires: « Il y a un équilibre au niveau des échanges de biens qui a été établi, il y des gagnants et des perdants partout. Et donc si un État décide de dire, "parce que ma population, mes agriculteurs sont un peu perdants je ne veux pas l'accepter", mais alors on ne peut plus faire un accord de libre-échange du tout ». Le libre-échange, on le sait donc, résulte en une harmonisation déséquilibrée, par le bas, qui réduit les normes en matière de sécurité alimentaire, de santé et d'environnement. Aucun équilibre donc, si l'on définit ce terme comme un « Rapport convenable, proportion heureuse entre des éléments opposés ou juste répartition des parties d'un ensemble; état de stabilité ou d'harmonie qui en résulte. » (Le Petit Robert)

Et dans le cas où un gouvernement prendrait des mesures pour protéger ses citoyens, un tribunal spécial (tribunal d'arbitrage pour règlement des différends), avec des juristes privés, payés des sommes colossales, pourra intervenir⁶. Des cas de ce type ont déjà eu lieu et augurent des résultats de cette pratique une fois généralisée dans l'espace européen: « En 2012, le gouvernement slovaque a été condamné à payer 22 millions d'euros de dommages à l'assureur néerlandais Achméa. Pourquoi une telle condamnation? Tout simplement parce que le gouvernement slovaque, soucieux de garantir l'accès à tous aux soins de santé, avait exigé des firmes d'assurance actives dans ce secteur de diminuer leurs prix »⁷.

« Le "non" radical à la mondialisation est intenable dans un monde où le consommateur pose tous les jours des gestes qui font sortir les entreprises des frontières » (...) « Le marché reste le mode d'organisation le plus efficace de la vie économique - notamment parce que tous les autres ont montré leurs limites ».

Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du Soir,
2 décembre 1999⁸

En 1999, « les médias firent des manifestants de Seattle des "agitateurs professionnels" (US News & World Report), "irremédiablement aigris" (Philadelphia Inquirer), juste « opposés au commerce international » (ABC-News) faisant « beaucoup de bruit pour rien » (CNN). Et les revendications des manifestants n'étaient pratiquement pas rapportées ».

N. Chomsky & H. Edwards, p.101

Ce même matin du 21 octobre, l'invité de *Martin Première* tentera pourtant de nous convaincre: « Et c'est pour cela que les États, pour sauvegarder d'une certaine manière leurs prérogatives, leur souveraineté, leur capacité de régulation, se disent "on va faire appel plutôt à des tribunaux arbitraux et qui vont trouver une solution à travers une indemnisation" (...) Les États choisissent l'arbitrage pour les protéger ». Ouf! On avait eu peur.

Et puisque pour certaines informations, il faut mettre en place la « stratégie 360° », les autres supports s'y mettent. Le 22 septembre, deux jours à peine après la manifestation, *Le Soir*, évitant peut-être que le doute s'installe encore, laisse carte blanche à Hans Maertens, administrateur délégué de la VOKA (organisation des entreprises flamandes), qui nous dit que « la Wallonie et Bruxelles peuvent sortir gagnants avec le CETA ».

2. La focalisation sur les conséquences – à très court terme – de la contestation

A l'habitude, en ce matin de grève et de manifestation, les quotidiens font la part belle aux « perturbations de trafic » qu'engendre la « mobilisation ». Occultant à peine leur volonté de montrer que la « mobilisation » démobilise – rend moins mobile – les « usagers », ils en « oublient » que ce pour quoi les premiers se meuvent a très peu à voir avec cette sacro-sainte liberté de circuler en bagnole et que celle-ci a d'ailleurs peu d'importance par rapport à leurs revendications: quelle importance en effet pour le fonctionnaire d'ING ou l'ouvrier de Caterpillar de perdre deux heures dans leur bagnole dès lors que ceux qui sont en cause dans leur immobilité provisoire sont ceux-là mêmes qui se mobilisent pour qu'ils ne perdent pas leur boulot (au-delà de tout le questionnement nécessaire à propos de la défense inconditionnelle de l'emploi, qui n'est pas le sujet ici)?

Une véritable union pourrait avoir lieu, celle de la classe ouvrière et d'une partie de la classe moyenne, mais les médias divisent, montent les uns contre les autres. Leurs rédactions dépêchent des journalistes, sorte d'envoyés spéciaux du bitume, aux lieux congestionnés pour nous dire en direct l'état du trafic, dont on fait plus que deviner que la lenteur sera directement imputable à l'action de grève. Franz Olivier Giesbert, directeur du journal *Le Point* en France, évoquant sur BFMTV les grèves contre la loi travail, en offre une parfaite illustration: « Regardez le manque de respect total, il y l'Euro qui arrive, c'est un moment de communion nationale "mais non c'est pas grave on fera grève!". Et puis y'a ces horribles inondations, tous ces salariés qui ne pensent qu'à rentrer chez eux, dans quel état ils vont retrouver la maison, et là, grève... c'est un manque de respect ». Réactions médiatiques identiques par rapport aux blocages des raffineries où les micro-trottoirs, purs outils sélectifs de propagande, faisaient plus que donner le ton.⁹

3. Le silence sur la contestation de masse

Cette focalisation sur notre petit intérêt individuel n'a au fond qu'une seule fonction: celle de surtout

ne pas nous laisser croire que nous, la masse, avons le pouvoir de faire changer les choses, de faire basculer le cours de l'histoire, de nous unir au-delà de certaines positions théoriques différentes. Il faut laisser le sujet à l'état de sujet, dans cette illusion libérale qu'il est seul maître de ce qu'il fait et que, même après la signature du TTIP, il pourra encore « choisir ». Karel De Gucht, ne disait-il pas lorsqu'il était commissaire au Commerce: « On pourrait laisser le choix aux Européens, via des systèmes d'étiquetage clair. Ne diabolisons pas [le poulet lavé à l'eau de javel]. Moi je fais confiance aux consommateurs. Par exemple, si j'achète un poulet, je prendrais évidemment un poulet de Bresse »¹⁰. Certes, cela est plus facile quand on gagne 12 000 euros par mois (ou 30 000 avec une prime d'installation de 50 000 euros pour Jean-Claude Juncker) que quand on est une mère de famille au chômage qui doit « choisir » entre un poulet de Bresse et payer son chauffage... à ce prix-là, la javel passe plus facilement...

A ce niveau, le slogan du ralliement contre le TTIP/CETA, place Schuman, des organisateurs nous criant: « N'oubliez pas, vous avez également une possibilité de faire changer les choses, vous avez une responsabilité en tant que consommateur », sonne un peu creux. Car c'est justement cette illusion d'un sujet maître de ses choix, idéologie bourgeoise s'il en est, qui pourrait opter librement entre Bresse et la javel, qui fait complètement et violemment fi des rapports de classe et de l'impossibilité – matérielle mais aussi en terme de connaissance – pour certains, et nombreux, de faire le choix de choisir!

La masse qui s'oppose, il ne faut donc pas trop la montrer... Quelques jours après de multiples manifestations contre le TTIP/CETA en Allemagne, nous écrivions à la RTBF: « J'aimerais que vous m'indiquiez pourquoi vous n'avez nullement fait mention des centaines de milliers de téléspectateurs qui ont manifesté en Allemagne contre le TTIP/CETA, dans votre JT du samedi 17 au soir? N'est-ce pas assez important que pour en parler et expliquer ce qui justifie la colère des manifestants? ».

Ils me répondront: « L'actualité étant souvent très chargée, la rédaction du JT est amenée constamment à faire des choix. En trente minutes de journal, il est effectivement impossible de parler de tout. C'est la raison pour laquelle la rédaction de la RTBF pratique une information dite 360°, c'est-à-dire une information qui se décline sur les différents médias. Un sujet peut ainsi être traité en radio et sur le net mais pas en télévision, ou inversement ».

Mais qu'est-ce que l'« actualité » justement? Qui la crée? Comment se forme-t-elle, si ce n'est par les choix de sujets que le média décide d'exposer? L'actualité ne préexiste donc pas au choix informatif: elle existe par ce choix, car nous restons en dernière instance des êtres qui ne jouissons pas du don d'ubiquité¹¹ et qui, somme toute, sommes très limités pour obtenir seuls l'information qui dépasse notre rayon direct d'analyse.

(4) <http://canadians.org/fr/transatlantique-accords>

(5) Voir à ce sujet le documentaire *Wall-Mart: the high cost of low price*, notamment ce moment où un cadre de Walmart découvre la façon dont sont traitées les ouvrières dans les maquiladoras au Mexique.

(6) Voir le dossier « Le marché transatlantique: démocraties à vendre? », *Kairos* n°10.

(7) Ricardo Cherenti, Bruno Poncelet, *Le Grand marché transatlantique, les multinationales contre la démocratie*, Éditions Bruno Leprince, 2014, p. 101.

(8) http://archives.lesoir.be/les-bons-et-les-marchands-_t-19991202-Z0HKJY.html

(9) <http://la-bas.org/les-emissions-258/les-emissions/2015-16/au-havre-le-combat-continue>

(10) Karel De Gucht, lorsqu'il était Commissaire européen au Commerce. Voir *Le grand marché transatlantique*, Ricardo Cherenti, Bruno Poncelet, Éditions Bruno Leprince, 2014.

(11) Faculté, possibilité d'être présent en plusieurs lieux à la fois.

LE CONFLIT MENTAL « INDÉPASSABLE » DES JOURNALISTES

*Certain Renard Gascon, d'autres disent Normand,
Mourant presque de faim, vit au haut d'une treille
Des Raisins mûrs apparemment,
Et couverts d'une peau vermeille.
Le galand en eût fait volontiers un repas ;
Mais comme il n'y pouvait atteindre :
"Ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats."
Fit-il pas mieux que de se plaindre ?*

Le Renard et les Raisins, Livre III, 11
Jean de La Fontaine

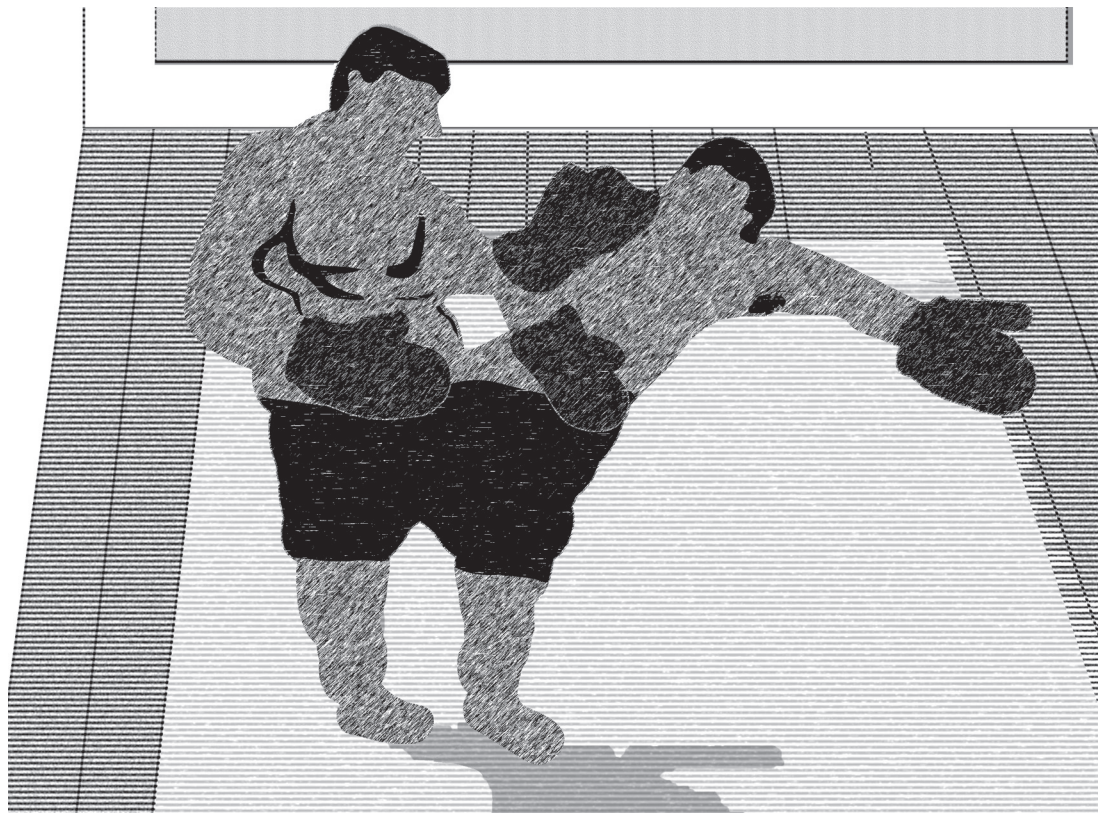


Illustration: Sophie Legrelle

L'aliénation contient en elle-même l'impossibilité de dire publiquement qu'on est aliéné, du fait même qu'être aliéné ce n'est pas savoir qu'on l'est, ou tout faire pour l'oublier'. Certaines attitudes et comportements, déterminés par des années de pratiques professionnelles, façonnées par un milieu, qui justifient également des conditions matérielles d'existence – l'"ouvrir" c'est à coup sûr être viré – ne peuvent être modifiés; ceci impliquerait en effet une restructuration complète de sa vie, de son travail, de ses relations, de son être-au-monde. Tenter de faire dire aux journalistes bien-pensants ce qu'ils ne «peuvent» pas dire n'est-il donc pas d'emblée voué à l'échec? Comme l'énonçait Herbert Marcuse, «le concept d'aliénation devient problématique quand les individus s'identifient avec l'existence qui leur est imposée et qu'ils y trouvent réalisation et satisfaction. Cette identification n'est pas une illusion mais une réalité. Pourtant cette réalité n'est elle-même qu'un stade plus avancé de l'aliénation; elle est devenue tout à fait objective; le sujet aliéné est absorbé par son existence aliénée. Il n'y a plus qu'une dimension, elle est partout et sous toutes les formes»².

Ce stade de l'aliénation est toutefois le dernier stade, celui où le doute n'existe plus, ou presque, et il faut penser que les journalistes bien placés des chefferies rédactionnelles sont passés par diverses

étapes avant; si penser comme ils pensent assure maintenant la conservation de leur statut, ce fut parfois au prix d'un certain déséquilibre mental et d'une tension psychique. Ils ont expérimenté – et l'expérimentent certainement encore à certaines occasions, mais progressivement l'occurrence en diminue – ce que le célèbre psychologue social, Léon Festinger, a découvert et théorisé dans les années 50: la dissonance cognitive.

LES JOURNALISTES ET LA DISSONANCE COGNITIVE

En 1957, Léon Festinger s'intéresse à une question particulière: si l'optimum psychologique s'atteint lorsque les cognitions³ sont cohérentes entre elles, que se passe-t-il lorsqu'elles ne le sont pas? Le chercheur parle dans ce dernier cas de dissonance cognitive, qui surviendrait «lorsqu'une cognition nouvelle est en contradiction avec des cognitions déjà ancrées dans l'univers mental du sujet»⁴. Autrement dit, il y a «dissonance cognitive» lorsque plusieurs des attitudes du sujet sont incohérentes entre elles ou quand un de ses comportements ne colle pas avec une attitude. L'exemple typique est le cas du tabagisme dans lequel l'individu vit à la fois des cognitions qui soutiennent ce comportement et d'autres qui le désavouent. La dissonance cognitive

a pour effet de générer un état de tension que le sujet affecté cherchera à réduire, un peu comme un être qui a soif cherche à boire.

Dans la grande partie des cas, les recherches sur la dissonance cognitive ont été réalisées dans le «paradigme de la soumission forcée»: «dans celui-ci, l'expérimentateur amène un individu à se soumettre à une demande contre-attitudinale ou contre-motivationale (l'individu réalise librement un acte allant à l'encontre de ses attitudes ou de ses motivations)». Ce qui est particulièrement intéressant dans ce cas, c'est que le sujet fait «librement» quelque chose qu'il ne veut pas faire.

Dans une de leurs célèbres expériences (Festinger et Carlsmith, 1959), des étudiants devaient réaliser une tâche des plus ennuyeuses et sans aucun sens, pendant une heure (comme tourner des chevilles d'un quart de tour, sans discontinuer). Par après, prétextant l'absence d'un collaborateur, on demandait, contre rémunération, au sujet qui venait de réaliser la tâche, de la présenter de façon extrêmement positive et de vanter l'intérêt et les mérites de celle-ci chez un autre étudiant. Ces sujets, à qui on demandait en fait de mentir, étaient répartis en trois groupes: l'un recevant une rémunération importante pour le faire (20 dollars), l'autre une rémunération dérisoire (1 dollar) et le dernier groupe qui ne devait pas passer par cette étape consistant à vanter l'expérience à un autre étudiant. Suite à cela, les sujets devaient répondre seuls à un questionnaire évaluant leur attitude réelle par rapport à la première tâche ennuyeuse effectuée.

Les résultats montrent que les étudiants les moins bien payés (qui «trouvent donc le moins de justification à leur discours présentant l'expérience comme attrayante») sont ceux qui vont modifier le plus leur attitude vis-à-vis de la tâche ennuyeuse: «en trouvant finalement que la tâche est plutôt intéressante, ils ont simplement aligné leur attitude sur leur comportement». On peut résumer cela ainsi:

- cognition génératrice (C)
= «Je dis que la tâche est intéressante»
- cognition inconsistante (A)
= «Je sais que la tâche est fastidieuse et ennuyeuse»
- C implique non A, d'où production de dissonance
- Réduction = «Je trouve que la tâche est intéressante»

Lorsque les sujets sont bien payés (20 euros), les cognitions incompatibles («j'ai trouvé cette tâche très ennuyeuse»/«j'ai dû expliquer à quelqu'un que la tâche était très amusante») créent moins de dissonance car les sujets trouvent une justification externe à leur comportement (la somme d'argent, relativement importante), puisque la rémunération justifie en quelque sorte leur discours. Alors que quand ils sont payés 1 dollar, ils ressentent une forme d'obligation à être en accord avec ce qu'ils avaient dit aux autres étudiants, rien ne justifiant en effet qu'ils disent le contraire de ce qu'ils pensent.

Ces résultats sont fantastiques pour expliquer comment nous sommes capables de changer nos idées. Mais quel point commun avec le journalisme de masse? C'est qu'un journaliste convaincu au dé-

(1) Rappelons la signification du terme: «État de l'individu qui, par suite des conditions sociales (économiques, politiques, religieuses), est privé de son humanité et est asservi. Par extension, tout processus par lequel l'être humain est rendu comme étranger à lui-même» (Le Petit Robert).

(2) Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Éditions de Minuit, Paris, 1968, p. 39.

(3) Les cognitions se rapportent à ce qui constitue la connaissance dans un sens large (tels la mémoire, l'apprentissage, le langage, la perception, etc.). La cognition se rapporte à la façon dont nous nous construisons mentalement des représentations à partir de notre perception.

(4) Sylvain Delouée, *Psychologie Sociale*, Éditions Dunod, 2013, p. 82. Les citations qui suivent, si la source n'est pas mentionnée, sont tirées du même ouvrage.

part de l'importance de son métier, de la recherche de la vérité (attitudes) et qui va quotidiennement être amené à avoir des comportements (privilégier le scoop à l'analyse de fond, le sensationnalisme et l'émotion au décryptage; occulter des informations importantes, poser des questions inintéressantes, etc.) qui entrent en contradiction avec ses attitudes, va⁵ vivre un état de tension propre à la dissonance cognitive. Comme l'explique une journaliste licenciée pour avoir tenté de faire son travail: «*Le travail d'usinage idéologique nécessaire pour dissimuler l'ampleur de la forfaiture était de plus en plus malaisé, demandant des individus puissamment cliqués, dotés d'un système nerveux très particulier*»⁶.

«*Lorsqu'un système atteint un tel degré d'imposture, les points de tension deviennent extrêmes au sein du personnel chargé d'assurer sa maintenance quotidienne. Certains craquent, se referment dans le silence ou la honte. D'autres tiennent le coup. Ce sont généralement les plus vides, les plus faux, ceux qu'une névrose personnelle a mis à l'unisson d'un régime de mystification généralisé*».

Aude Lancelin, p. 113

S'offre alors à celui qui subit cette forme de violence symbolique, trois possibilités: ou bien il part (et le plus vite serait le mieux), privilégiant ses attitudes aux comportements qu'on lui impose, mais le choix de refuser un salaire est difficile, d'autant plus dans le contexte actuel; ou bien il est dans un état de tension permanente, génératrice de stress, dépression, souffrance, allant parfois jusqu'au suicide. Ou bien, dernière possibilité, il modifie ses attitudes, n'accorde plus vraiment d'importance à cette recherche de la vérité, refuse de voir qu'il est instrumentalisé et, en dernier ressort, accepte (s'il ne l'avait pas déjà accepté avant), le monde tel qu'il est, et le perçoit, comme lui-même, incapable de changement. Cette dernière stratégie peut se faire au moins de deux façons (voir points 2 et 3 ci-dessous).

La «vraie vie», c'est alors les groupes de presse que l'on ne questionne pas, dont on n'étudie pas l'influence sur les rédactions. Le journalisme qui a passé toutes ces étapes de soumission acceptée se croit maintenant, tel un électron, libre et jamais empêché de dire tout ce qu'il veut: mais c'est qu'il oublie que pendant ce processus de déconscientisation, il a jugé ce qu'il était bon ou non de dire pour conserver son statut et sa place; il a intériorisé les interdits, les choses acceptables et les limites à ne pas dépasser et il ne vit pas du tout cela comme une censure.

«*La police intellectuelle est un logiciel greffé dans la tête*».

Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde, p.70

Le fait de travailler pour un média dont le propriétaire est multimillionnaire ne leur pose pas de problème. Ils ne sont même plus dans la dissonance, ils la refusent et y parviennent sans doute, à l'instar des concessionnaires au salon de l'auto qui admettent que les voitures rejettent du CO2 dans l'atmosphère – et donc polluent – mais refusent de dire qu'elles polluent.⁷ On se demande ainsi «*comment le professionnel de l'information a-t-il imaginé qu'un industriel allait acheter un moyen d'influence tout en s'interdisant de peser sur son orientation?*»⁸ Abnégation du nanti? On aura du mal à y croire...

L'individu qui réduit la dissonance par un acte de rationalisation cognitive justifie ainsi sa conduite de soumission, en vient à voir dans celle-ci un acte de liberté. C'est là un mécanisme psychologique normal, une sorte de nécessité pour maintenir l'équilibre. Mais dans le cas du journalisme de masse, «*qui cela sert-il?*» c'est la question qu'il faut poser.

LES DISSIDENTS

Alors que les témoignages de journalistes dégoûtés par les pratiques de leur rédaction se multiplient, que les dessous des cartes se font voir, illustrant les desseins réels des médias dominants, la plupart des journalistes des QG rédactionnels encore en poste continuent à se justifier, à voir dans ce qui est pour nous la substance du journalisme *maintream* uniquement des dérives, des accidents, qui n'entachent en rien l'ensemble.

«*Une véritable liberté de choix implique notamment la possibilité de choisir parmi des options qui ne soient pas exclusivement proposées par une oligarchie dont l'objectif premier est de vendre des téléspectateurs à des publicitaires*».

N. Chomsky et H. Edwards, p.37

Certains journalistes toutefois, qui sont partis ou ont été virés, témoignent de ce qui se passe dans les coulisses. C'est le cas de Vinciane Jacquet, correspondante au Caire du journal *Le Soir*, qui refusa de traiter l'affaire de la disparition de l'avion égyptien entre Paris et Le Caire comme la rédaction lui demandait, à savoir «*d'insister sur la "tristesse des familles" et de parler (remettre en cause) la sécurité de la compagnie aérienne égyptienne*», et qui fut remerciée, n'étant plus «*opérationnelle*»:

«*Dans ce temps où les gens accusent les journalistes de mentir, d'amplifier, de maquiller, de couvrir les responsables, bref, ne leur font pas confiance, j'ai décidé de dire non, et de ne pas céder au journalisme de sensation au mépris du journalisme d'information et de son éthique. Et tout ça, si j'ose le dire, pour un salaire dérisoire. Je ne le regrette pas, j'en suis même fière. Ce genre de demande de leur part, insister sur "l'excitation" plutôt que sur les faits, n'était pas une première, mais concernait des sujets moins graves et où j'ai donc "laissé couler". Il est primordial que nous, journalistes, freelance ou pas, sachions dire non et nous souvenions que nos mots, nos angles, peuvent avoir des conséquences dévastatrices sur les individus. Il est primordial que nous soyons ceux qui restaurions la confiance perdue des lecteurs. Les rédactions ne le feront apparemment pas, ou peu. Longue vie au journalisme d'information.*»

Plus récemment, une autre «remerciée», Aude Lancelin, cette fois en France et par *L'Obs*, se demande quand le journal dont elle était la directrice adjointe, a «*décidé de se suicider en cessant de rendre compte du réel?*»⁹.

Le soir du refus wallon au CETA, un journaliste de la chaîne luxembourgeoise RTL-TVI annonce, sans même en prendre conscience, qu'il ne fait au fond pas son boulot: «*En réalité, personne ne maîtrise vraiment les détails de cet accord. Les avis se basent surtout sur des inquiétudes liées aux conséquences supposées, de la mondialisation*» (RTL-TVI, 24 octobre). Si le journaliste veut faire passer le doute populaire pour de l'ignorance, mépris habituel des médias pour le peuple, il énonce surtout au fond que les journalistes ne l'ont pas aidé à vraiment comprendre «*les détails de cet accord*».

QUELLE IMPLICATION POUR LA PRESSE LIBRE ?

Si nous voyons que parmi les stratégies de rationalisation cognitive (voir le point 3 dans l'encadré), un des moyens est de justifier son comportement/cognition en y ajoutant d'autres comportement(s)/cognition(s), on peut en déduire que la création d'un média alternatif peut être une tentative d'équilibrer ses comportements et ses attitudes. En effet, si je me sens trop contraint dans une presse capitaliste appartenant à de riches familles, je peux réduire cette tension en m'engageant dans un média indépendant. C'est un des moyens de réduction de la dissonance.

Toutefois, travailler dans un média libre peut difficilement se conjuguer avec un emploi rémunéré dans un média capitaliste, car il faut, quand on est dans l'un, feindre l'inexistence de l'autre, et vice versa. Mais quand de l'autre dépend ses revenus, il est facile de deviner que c'est dans la rédaction du média dominant que nous devons oublier nos luttes, alors qu'une fois réintégré notre combat pour une presse libre, nous devons nous rappeler constamment qui nous nourrit... En fin de compte donc, nous ne pourrions plus faire un média libre puisque nous ne pourrions plus tout dire. Comme le dit Serge Halimi: «*Aller dans les médias [de masse], c'est se taire sur les médias ou ne dire sur eux que ce qu'ils consentent à entendre*», et si cette analyse marche pour celui qui vient parler dans le média, elle est d'autant plus pertinente pour celui qui y travaille.

Le divertissement «tient le public à l'écart de la politique et génère dans ce domaine une apathie des plus utiles à la préservation du statu quo»

Chomsky et Edwards, p.95

La presse libre n'est donc pas «alternative», elle ne coexiste pas à côté de «l'autre», trouvant justement ses fondements dans l'indigence de cette dernière, dont elle doit inévitablement démonter le fonctionnement et expliquer ce qu'elle est.¹⁰ Le sujet engagé dans une presse «alternative» tout en travaillant dans un média capitaliste, supportera cette situation passablement schizophrénique en se gardant bien de dénoncer la structure des médias de masse et tout ce qu'elle provoque sur son métier. C'est là le prix qui lui assure la conservation de son poste. Au détriment toujours de la vérité, parfois de la santé psychique du journaliste.

La critique des médias de masse n'est-elle pas pourtant indispensable? Nous le pensons. Reste donc à s'engager aux côtés de ceux qui perçoivent plus d'avantages, en terme de liberté et d'authenticité, à dénoncer les pratiques abjectes des médias de masse, que de continuer à se soumettre, à instiller le doute chez les autres qui, une fois organisés collectivement, pourront initier un basculement.

LE JOURNALISTE EN DISSONANCE COGNITIVE

Attitude: «*Je crois dans la liberté de l'information et je veux travailler en ce sens*». Comportement: «*travailler dans un média que l'on sait soumis aux intérêts des puissants et en subir quotidiennement les conséquences dans son travail*».

Types de stratégies de réduction de la dissonance:

1. Changement du comportement/de la cognition et respect de l'attitude. Par exemple: quitter la rédaction dans laquelle on travaille.
2. Justifier un comportement/une cognition en aménageant la cognition conflictuelle. Par exemple: «*Je peux parfois écrire un article en toute «liberté»*».
3. Justifier son comportement/sa cognition en ajoutant de nouvelles cognitions. Par exemple: «*Je vais m'engager auprès de journalistes sans frontières ou créer un journal alternatif*».

(5) Notons que si le tri et le formatage ont déjà eu lieu sur les bancs des écoles de journalisme (et sur les bancs de l'école avant), certains ont réussi à garder leur intégrité pendant leur formation et sortent encore avec des illusions. Voir l'ouvrage *Les petits soldats du journalisme*, François Ruffin, Éditions des Arènes, 2003.

(6) Aude Lancelin, *Le Monde Libre*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2016, p.47. C'est nous qui soulignons.

(7) <http://www.koreus.com/video/voiture-pollution-quotidien-salon-auto.html>

(8) Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Éditions Raisons d'Agir, p. 69.

(9) Aude Lancelin, *Ibid.*, p. 75.

(10) Voir «*Made in Alternatif*», *Kairos* n°24.

VIVE LES TAUPES !

Cette page aurait normalement dû être remplie de témoignages de stagiaires ou nouvelles recrues des médias dominants. Le système en a voulu autrement : la peur, l'angoisse de la précarité, la crainte du rejet conformiste... Eh oui, chers lecteurs, nous sommes dans un pays libre!¹

« L'objectif des médias est d'attirer le public non pour lui-même mais en fonction de son pouvoir d'achat »

N. Chomsky & H. Edwards, p.50

C'était quelque part en Belgique un samedi d'octobre. Je tenais un stand pour *Kairos*, en famille. Alors que je vais faire un tour aux autres stands, je croise une fille qui, dans la discussion, m'apprend qu'elle a de nombreuses copines qui professent dans de « grandes » rédactions et que leur étonnement par rapport à ce qui s'y passe, ce qu'on leur demande de faire, est à la mesure de leur dégoût. Ça tombe à pic : je fais un dossier sur le sujet dans le prochain ! Échange d'adresses mails et, à peine rentré, je lui écris.

Trois jours après, pas de réponses. Impatient, je relance.

- Bonsoir _____,

Je suis peut-être oppressant, mais as-tu déjà pu évoquer ma proposition avec certaines de tes amies ?

Ça les intéressera peut-être, toi aussi d'ailleurs : <https://www.arretsimages.net/articles/2016-05-20/EgyptAir-Le-Soir-vire-une-journaliste-et-enflamme-Facebook-id8784>

Au plaisir de te lire,

Alexandre

- Bonjour Alexandre,

Oui j'ai contacté les deux amies auxquelles je pensais. Je leur ai expliqué le projet et leur ai transféré ton mail.

J'espère qu'elles te contacteront. Elles sont tout de même un peu hésitantes car elles craignent pour leur emploi qu'elles ont eu tant de mal à trouver. Je les vois prochainement, j'en discuterai encore avec elles. Merci pour l'article très intéressant et qui pose vraiment question.

Belle journée à toi,

- Merci!

Oui, je comprends bien leur crainte. Il faudrait qu'elles puissent parler sans être reconnues. En tous cas, si elles devaient refuser, qu'elles consignent tout ce qu'elles vivent quotidiennement dans ces rédactions, cela pourra certainement un jour leur servir.

Dis-leur bien que quoi qu'elles me disent, je ne publierai rien sans leur autorisation.

A bientôt,

Alexandre

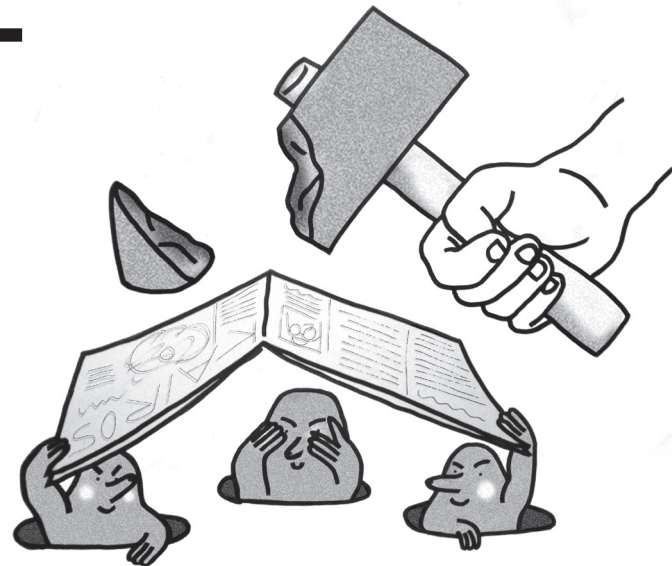


Illustration: Eponine Cotley

Premier refus. Mais comment ne pas les comprendre aussi ? Cette conscience de ce qui se passe à l'intérieur, mêlée à une impossibilité de le dire publiquement, amènera toutefois des solutions qui, à part la défection (voir dans ce dossier l'article « Le conflit mental "indépassable" des journalistes »), n'auront rien de réjouissant quant à la perspective d'exercice de l'esprit critique. Si elles choisissent de rester, les compromis se feront vite compromissions, d'autant plus facilement que les déterminants matériels de l'existence (dans lesquels l'endettement et son nécessaire remboursement occupent une place de choix) les y obligeront.

« Les subventions aux médias sortent de la poche du contribuable de telle sorte qu'en fin de compte ce dernier paye pour être endoctriné dans l'intérêt de puissants groupes d'intérêts comme ceux qui bénéficient de contrats d'armement et autres sponsors du terrorisme d'État ».

N. Chomsky & H. Edwards, p.60

Elles deviendront peut-être ces journalistes conformistes que nous critiquons aujourd'hui, aveugles à la réalité et défendant leur statut à tout prix, à défaut de leur intégrité. Mais peut-être pas ? Elles ne sont pas encore ces journalistes qui s'aplatissent devant le pouvoir, les paillettes et font des ronds de jambe aux politiques. Et c'est pourquoi notre mise en évidence des mécanismes de reproduction a plus que jamais sa raison d'être. Nous ne pouvons donc nous contenter de dénoncer une faiblesse chez l'autre, une couardise qui l'empêcherait de changer de boulot, gueuler, refuser la soumission. Car si nous nous employons à mettre en évidence les mécanismes d'aliénation et de domination des sujets, notamment ceux des médias, il ne faut pas tomber dans le travers facile d'en rendre totalement responsables ceux qui en sont les victimes. Même si nous voulons et devons encore croire qu'il y a toujours une marge de responsabilité et donc une possibilité de changement individuel, il reste que le sujet est grandement déterminé par sa position dans la structure sociale et que le rendre entièrement responsable des effets de ces mécanismes dont on connaît l'efficacité et le caractère insidieux, serait du même coup nier qu'un mécanisme efficace puisse avoir des effets efficaces... Un peu comme si on considérait que le sujet pouvait être hors influence. Comme l'énonçait Bourdieu, « quand on fait de la sociologie, on apprend que les hommes ou les femmes ont leur responsabilité mais qu'ils ou

elles sont grandement définis dans leurs possibilités et leurs impossibilités par la structure dans laquelle ils sont placés et par la position qu'ils occupent dans cette structure ».²

« En ne rencontrant que des « décideurs », en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste »

S. Halimi, p.145

Il y a des choses « impossibles » pour nous, pour elles, pour l'instant. Ces « impossibles » peuvent se muer en possible, et une des clefs est, avec certitude, que tous nous puissions dénoncer ces mécanismes. Il faut donc prendre des risques, seul si on en a le courage. A plusieurs si nous maîtrisons l'information et médiatisons tous ceux qui agissent seuls...

Alors, vive les taupes! Plus nous serons, plus nous serons forts. Venez témoigner, dire ce qu'il se passe à l'intérieur. Kairos vous offre un terrier d'expression!

Principaux ouvrages cités en exergue dans ce dossier :

Alain Accardo, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Éditions Agone, 2007

Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Éditions Raisons d'Agir, 1996

Noam Chomsky & Edward Herman, *La fabrication du consentement, de la propagande médiatique en démocratie*, Éditions Agone, 2008.

Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Éditions Raisons d'Agir, 2005

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

(1) Nous réitérons notre pratique de noircissement des mots, comme nous l'avions initiée dans le K19 pour l'interview de l'accompagnateur de train (<http://www.kairospresse.be/article/le-rail-les-machines-et-la-voie-royale-vers-la-privatisation>), afin de préserver l'anonymat de la personne et éviter les représailles professionnelles.

(2) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Éditions Raisons d'Agir, Paris, 1996, p.62.

ÉPICERIE ET SUPERMARCHÉ COOPÉRATIFS : VERS PLUS D'AUTONOMIE ALIMENTAIRE ?

L'alimentation et le droit à une alimentation de base et de qualité, c'est-à-dire non toxique pour l'homme, semble être un droit élémentaire. Malheureusement ce n'est plus le cas dans nos sociétés. Une alimentation saine, sans danger, voire même, soyons fous, goûteuse, est devenue un véritable combat, et donc : un privilège. BEES Coop est un projet coopératif et participatif qui part de ce constat et tente d'y remédier.

C'est au sein du réseau ADES, d'où proviennent les acteurs initiaux du projet BEES Coop, qu'a germé un questionnement et un réel désir de changer les choses. Leur défi : rendre une alimentation de qualité accessible au plus grand nombre, en tenant compte des différences qui existent entre les individus en termes de capital économique, mais également en termes de capital culturel¹ et symbolique², éléments qui sont trop souvent négligés. En effet, aujourd'hui à capital économique égal(-ement bas!), on observe des différences de consommation en termes d'alimentation. Les épiceries et marchés Bio peuvent ainsi être fréquentés par des personnes ne disposant pas spécialement d'un salaire beaucoup plus élevé que d'autres qui iront faire leurs courses au supermarché. Cela est entre autres dû au fait qu'à capital économique égal, il peut y avoir encore des différences en termes de capital culturel. Les épiceries et marchés Bio ou encore les GASAP³ sont alors souvent perçus comme étant « réservés » à une certaine partie de la population (riche de capital culturel), une élite. On peut donc dire que tout le monde ne se risque pas à franchir la porte d'une telle épicerie!

BEES Coop, c'est dès lors le projet farfelu d'aménager un supermarché où les produits sont de qualité et les prix abordables! Pour cela, ils sont prêts à employer les grands moyens : il ne s'agit pas d'exploiter encore un peu plus les producteurs, c'est du vu et revu ça, mais bien de faire appel à la force du collectif et à la solidarité, pardi! Concrètement, être membre de BEES Coop, c'est pouvoir bénéficier de produits qui sont de qualité, équitables et à prix raisonnable. Pour atteindre cet objectif, BEES Coop, installé à Bruxelles dans la commune de Schaerbeek, s'inspire du modèle pionnier basé quant à lui à New York : la Parkslowfood Coopérative.

Dans ce modèle, tout coopérateur enfile « 3 casquettes ».



Illustration: Lucia Callapietra

Casquette n°1 : Chaque personne prenant part à la coopérative en devient également (un des) propriétaire(s). La personne s'engage financièrement en achetant des parts de la coopérative afin de la financer à ses débuts et rendre le projet possible. Chacun souscrit donc, selon ses moyens⁴ et son envie, à un certain nombre de parts de la coopérative. Avec ce modèle coopératif, peu importe le nombre de part(s) dont vous disposez, vous restez un acteur de la coopérative et à ce titre vous avez droit à une voix (modèle différent de celui des grandes entreprises où le nombre de voix dépend du nombre de parts que l'on détient dans l'entreprise).

Casquette n°2 : On offre un peu de son temps à la coopérative, on est « travailleur ». C'est là un point central de ce type de coopératives, chacun travaille à hauteur de 2 à 3 heures par mois (variant selon le nombre de coopérateurs et la taille de la coopérative) pour assurer le bon fonctionnement de la coopérative : aller chercher les produits, remplir les rayons en magasins, s'occuper de la caisse... Cela permet de proposer des produits et de les mettre à disposition sans devoir réaliser une plus-value importante sur le produit qui servirait à verser les petits salaires des employés, ceux plus gros des patrons et éventuellement ceux des actionnaires qui réclameraient leur(s) dividende(s)! La coopérative, c'est avant tout un organisme sans but lucratif. Le prix d'achat au producteur et celui de la vente ne varient que légèrement, juste ce qu'il faut pour couvrir les frais internes d'acheminement des produits et les petits imprévus.

Concurrence déloyale, diriez-vous? Eh bien non, il s'agit simplement du choix des consommateurs qui sont prêts à suer un peu, s'organiser beaucoup, et cela afin d'obtenir satisfaction. Pour évi-

ter toutes dérives qui pourraient toutefois s'apparenter à de la concurrence déloyale, tout « client » voulant effectuer ses achats dans la coopérative devra au préalable être membre de cette dernière. Ce qui implique donc certaines conditions.

Casquette n°3 : Client ou plutôt « mangeur ». Fonctionnant sur le modèle de la coopérative, les consommateurs ne sont plus considérés comme des clients, car ce sont les mêmes qui se retrouvent d'un côté, comme de l'autre, du comptoir. Mangeurs, remplissez donc vos sacs et *caddies* de délicieux produits et profitez-en allègrement!

QUELS SONT LES AVANTAGES À S'ORGANISER AINSI ?

Comme noté plus haut, le consommateur retire tout d'abord un avantage économique de sa participation. Il bénéficie de produits de qualité à des prix somme toute proches de ceux du supermarché, mais pour une qualité revue à la hausse et donc, un rapport qualité-prix nettement plus avantageux. L'élément économique est central pour qu'une alimentation de qualité ne soit plus uniquement réservée aux plus pourvus de ce monde, mais bien à portée de toutes les bourses. L'accessibilité se voit donc renforcée. Les petits et moyens producteurs quant à eux se voient rémunérés correctement pour le travail et l'attention qu'ils portent à la qualité de leurs produits.

Comment expliquer le choix de BEES Coop d'avoir misé sur le modèle du supermarché plutôt que celui de l'épicerie? Le supermarché, c'est LE modèle

de référence en ce qui concerne l'alimentation quotidienne, tout un chacun y a déjà fait ses courses. Le pari ici est alors de garder le modèle du supermarché, mais de le décliner dans sa variante qualité et accessibilité, le tout sans but lucratif. Le but recherché étant de réduire la fracture symbolique qui peut être présente dans les épiceries Bio, GASAP... et d'ainsi s'adresser à des publics plus larges. Un supermarché coopératif - et non pas une épicerie -, cela signifie aussi une surface plus grande et donc plus de produits. Les coopérateurs peuvent alors effectuer tous leurs achats sans devoir repasser par après dans une autre grande surface pour compléter.

Ce nouveau modèle de consommation se révèle également multidimensionnel. Car au-delà de l'aspect purement alimentaire, il s'agit aussi d'une expérience collective et humaine qui est menée d'un bout à l'autre de la chaîne. La concurrence exacerbée fait alors place à la solidarité. Prenons l'exemple du logiciel informatique utilisé pour la gestion des supermarchés/épiceries, celui-ci est en *open source*, ce qui signifie que chaque coopérative travaille avec le même logiciel et est libre de participer à son amélioration et cela dans l'intérêt de tous, le logiciel et ses avancées étant directement partagés entre les différentes coopératives.

Aujourd'hui, le modèle de l'épicerie ou supermarché coopératif fait son petit bout de chemin. On peut désormais en compter plusieurs un peu partout dans le monde. À Bruxelles, on en compte déjà dans les communes d'Uccle, Forest, Watermael-Boitsfort et Schaerbeek où est implantée BEES Coop. Chacune de ces initiatives, même si elle se revendique d'un même modèle coopératif global, ne boude pas la diversité propre au «local» qui est perçue comme une source d'inspiration et une richesse inestimable. Chaque coopérative travaille alors selon des principes de fonctionnement légèrement différents. Il ne s'agit en rien d'un modèle préfabriqué, conçu pour être répliqué et appliqué à la lettre, et en cela, c'est plutôt réjouissant. En effet, la coopérative, lors du processus de création, prend peu à peu sa forme finale, mais non pas définitive, le projet étant toujours ouvert à l'apport d'énergie et de créativité des individus. C'est un système ouvert. Chaque coopérateur amène quelque chose; ensemble ils décident et cela prend une forme, laquelle s'avère ne pas être la simple addition des énergies et idées des individus. Car une fois entremêlées, ces énergies forment une synthèse qui se révèle supérieure à la simple somme mathématique de ses constituants. Il y a là une véritable création, l'émergence d'une nouvelle matière qui pourra elle-même, à nouveau, être explorée et reconduire dès lors à une nouvelle création singulière.

Il y a donc une réelle richesse à prendre part à la construction de tels projets. De plus, cette implication permet à tout un chacun de mieux percevoir les limites et implications de sa consommation. Le fait que la chaîne de production soit le plus souvent de type court facilite grandement cette compréhension! Car il faut dire qu'il n'est pas toujours évident de s'y retrouver et de s'assurer de l'équité de tous les acteurs de la chaîne lorsque celle-ci se mesure en dizaines de milliers de kilomètres et compte de nombreux intermédiaires. Dans cette

« Il ne s'agit pas d'exploiter encore plus les producteurs mais bien de faire appel à la force du collectif et à la solidarité »

optique, la coopérative (BEES Coop du moins) a fait le choix d'étiqueter ses produits avec différents labels, lesquels visent à informer le «mangeur» sur le caractère écologique (mode de production), local ou équitable du produit en question. Le consommateur, alors en possession de ces informations reste libre de remplir son *caddie* selon les critères qu'il jugera les plus adaptés. La transparence trône donc fièrement au menu!

LE PRIX À PAYER DES « BAS PRIX »...

Prenons désormais un peu de hauteur, voyons ce que nous racontent les chiffres⁵. Ceux-ci nous indiquent que proportionnellement, on n'a jamais consacré une si petite part de son revenu pour se nourrir. Il faut cependant se rendre compte d'une chose (et ce nouveau modèle nous en donne les moyens), c'est qu'une alimentation de qualité – comme tout ce qui est de qualité – a un coût, inévitablement!

Or, il y a une tendance indéniable à vouloir casser les prix et cela afin de séduire le consommateur et sa maigre bourse. Seulement, à un certain moment, on franchit une limite et passé celle-ci, c'est le produit qui en pâtira et, dans la foulée, le consommateur! Les individus allouent donc aujourd'hui une part de leur revenu toujours plus petite pour leur alimentation et cela pour certains, tout simplement parce qu'ils n'ont d'autre «choix» étant donné les coûts qui se multiplient (loyers, soins de santé, déplacements...). Pour d'autres encore, ce choix est lié à la société de consommation, les économies faites sur l'alimentation serviront à se procurer d'autres biens de consommation. S'agirait pas de mettre tous les œufs dans le même panier!

Mais revenons à nos moutons. Il semble évident que chacun devrait avoir accès à une alimentation de qualité. Ce droit semble être un droit élémentaire, comme en atteste la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, et devrait dès lors être d'application pour tous. Aujourd'hui, les citoyens où qu'ils soient commencent à travailler ensemble pour faire en sorte que cela aille réellement dans ce sens. Cela peut sans doute dans un premier temps nuire à des petits commerces qui ont décidé de proposer des produits de qualité tout en payant des salaires à leur personnel, et nul ne pourrait les blâmer pour cela. Toutefois, si ces nouvelles initiatives citoyennes entendent lutter activement contre quelque chose, ce n'est bien entendu pas contre de telles épiceries, mais bien contre la malbouffe, celle qu'on nous

propose quotidiennement, inlassablement et à des prix qui plus est toujours trop élevés au regard de la qualité du produit. Le but recherché n'étant donc pas de faire de l'ombre aux épiceries Bio, mais bien de proposer un autre modèle, crédible et qui puisse garantir à toutes personnes des produits équitables et de qualité. Ces initiatives citoyennes s'élèvent alors contre l'inaccessibilité à des produits de base, contre les supermarchés qui escroquent les producteurs, négligent et aliènent leur personnel et ne se soucient pas réellement de la santé de leurs clients, quoi qu'ils en disent, car la règle d'or qui prévaut c'est bien la réalisation du profit maximum.

À Watermael-Boitsfort par exemple, l'épicerie coopérative qui est en train de naître s'incorpore dans un projet plus vaste, celui du «quartier durable du Logis Floréal». Ce projet souhaiterait à terme développer un pôle alternatif de production et de consommation. Sur une belle parcelle située au milieu du Logis, le Chant des Cailles accueille les citoyens et offre la possibilité de cultiver de nombreux légumes. Ce sont ainsi 250 personnes déjà qui profitent d'une telle installation. À cela, vient se greffer un *Repair café* tandis que trotte déjà dans la tête de certains le projet d'une boutique de vêtements de seconde main. Les citoyens ne semblent donc pas être à court d'idées! L'intérêt étant qu'en s'emparant de ce nouveau modèle, les individus forgent de nouveaux outils avec lesquels il devient possible de construire, au quotidien, un environnement dans lequel prendre place, sans pour autant devoir se résoudre à écraser son voisin.

Luca Fiamingo

- (1) Le capital culturel est un concept sociologique introduit par Pierre Bourdieu, qui désigne l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu. Pierre Bourdieu y voit un instrument de pouvoir au niveau de l'individu sous forme d'un ensemble de qualifications intellectuelles produites par l'environnement familial et le système scolaire. C'est un capital parce qu'on peut l'accumuler au cours du temps et même, dans une certaine mesure, le transmettre à ses enfants, l'assimilation de ce capital à chaque génération étant une condition de la reproduction sociale. Comme tout capital, il donne un pouvoir à son détenteur.
- (2) Le capital symbolique englobe les autres formes de capital (économique, social et culturel), lorsqu'elles sont perçues de l'extérieur et reconnues comme légitimes. Il détermine la position sociale des individus dans la société. Ainsi, le capital symbolique se traduit par le prestige, l'honneur ou la reconnaissance de l'individu.
- (3) Acronyme désignant un groupe d'achat solidaire de l'agriculture paysanne (GASAP). Il s'agit donc de citoyens qui s'associent directement avec un producteur paysan pour acheter de façon régulière et à long terme, et ce en circuit court, de quoi se nourrir en produits de saison de qualité.
- (4) Une participation de 25 euros, correspondant à l'équivalent d'une part de la coopérative étant au minimum requis. Cet argent correspond à une part de la coopérative et non à un don. À ce titre, l'argent peut être récupéré si l'on décide de se retirer du projet.
- (5) Depuis 1960, les ménages (français) consacrent à l'alimentation une part de plus en plus réduite de leur dépense de consommation: 20% en 2014 contre 35% en 1960. Chiffres tirés de http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1568

CAMPAGNE

DÉSINVESTIR LES ÉNERGIES FOSSILES

La campagne «Fossil free ULg» est une campagne de désinvestissement de l'industrie fossile centrée sur l'Université de Liège. L'ULg dispose de fonds qu'elle place en bourse. Alors qu'actuellement l'université n'a pas conditionné ses placements à des critères éthiques, une partie de cet argent est investi dans des entreprises qui comptent parmi celles qui disposent des plus grandes réserves d'énergies fossiles au monde. L'ULg contribue ainsi à financer une industrie qui devrait d'urgence cesser ses activités. Lors de la COP21, les États du monde entier s'étaient mis d'accord sur un certain nombre de mesures concernant la planète, il s'agirait désormais d'agir afin que celles-ci ne restent pas, comme on le craint fort, à l'état de formules. D'autres institutions et universités, telles celles d'Oxford, Yale et Stanford, ont déjà agi en retirant leurs investissements de l'industrie extractive. Le but de la campagne est que l'ULg emboîte le pas à ces institutions.



Si vous souhaitez vous aussi que divers institutions, à commencer par l'ULg, prennent leur responsabilité par rapport à l'extraction fossile, vous pouvez signer la pétition: www.fossilfreeulg.be. Mais il ne faudra pas se limiter à un clic évident!

VU, LU, ENTENDU



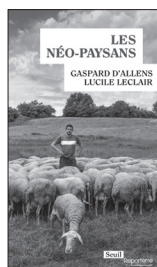
Dans ce recueil de textes écrits entre 1965 et 1970, Murray Bookchin construit ce qu'est pour lui l'écologie sociale. S'écartant du vocabulaire marxiste classique, celui qu'on considère comme le père de l'écologie sociale, a essayé de penser la gauche en associant à la fois la question de l'individu en changement avec une analyse de la société de domination hiérarchisée. Si sa pensée fut foisonnante, tout ce qu'il disait s'inscrivait dans une même volonté, à savoir « *vers une simplification, un retour à l'essentiel* ».

Si nombreux des concepts et pistes de solutions de Bookchin se révèlent intéressants (comme la société d'«abondance», dans le sens d'un dépassement de la rareté, d'une abondance des moyens d'existence mais aussi des relations, des possibilités et donc de la liberté; son plaidoyer pour une réduction de la taille des grandes villes; le développement d'éco-communautés décentralisées mais reliées, etc.), s'il introduit aux États-Unis des questions écologiques qui étaient quasi inexistantes, pense l'écologie incompatible avec le système capitaliste, il demeure dans sa pensée une croyance dans le salut par les technologies, dont nous ne saisissons pas la pertinence. Ainsi, ses solutions technologiques qui permettront de «dépenser la rareté» semblent souvent ignorer – et on peut en partie le comprendre pour des textes écrits dans les années 60 dans un contexte de ferveur économique – la déplétion des ressources, les questions énergétiques (même si son concept de mosaïque de systèmes énergétiques locaux, décentralisés et non combustibles dans des communautés urbaines réduites, est intéressant, il reste qu'on a du mal à suivre son optimisme lorsqu'il déclare que «rien ne s'opposerait à ce que l'on combine ces divers procédés de telle sorte qu'ils soient en mesure de nous procurer tous les avantages de la civilisation industrielle» (p. 88) ou encore lorsqu'il envisage «l'abandon généralisé de l'automobile classique au profit de véhicules électriques – voitures particulières, cars ou camions», p.124), l'inégalité «Nord-Sud», la mécanisation agricole («Le tracteur moderne est un chef-d'œuvre d'ingéniosité mécanique» (...) des plantoirs mécaniques existent pour presque toutes les sortes de semences», p.129), le mythe du progrès («L'Amérique, il faut le souligner, a la société la plus évoluée du monde», p. 38) et surtout la non-neutralité de la technologie (il la voit comme destructrice dans une société productiviste, libératrice dans une société axée sur les besoins de l'homme, parle d'«écotechnologie»).

Il semble que, quel que soit le sujet, Murray Bookchin doive le rattacher à la question technologique, qu'il évoque les aspects nouveaux d'une démocratie participative décentralisée ou la nécessité d'un rétablissement du lien entre l'humain et la nature. Mais les écrits de Murray Bookchin demeurent intéressants par le dépassement du marxisme, l'originalité d'un anarchisme centré sur le collectif et l'importance qu'il apporte à la participation démocratique.

Murray Bookchin, Au-delà de la rareté, Éditions Ecosociété, 2015.

A.P.



Les néo-paysans, tour d'horizon de toutes ces expériences de retour à la terre, rompt justement avec cette logique moderne (que défend Murray Bookchin) qui voudrait nous faire croire que les personnes ne veulent plus revenir au travail agricole. L'ouvrage donne à voir au contraire ces individus qui, coincés dans un bureau, individualisés dans la ville, ont voulu changer de vie, que ce soit en réhabilitant une île et en y relançant une exploitation agricole, en passant du poste de cadre à celui d'arboriculteur, boulanger... décrivant un mode de vie plus proche des autres et de la nature, loin justement de la technique chère à certains: «Ce n'est pas le monde qui est perdu, c'est nous qui avons perdu le monde, et le perdons incessamment. Ce n'est pas lui qui va bientôt finir, c'est nous qui sommes finis, amputés, retranchés, nous qui refusons hallucinairement le contact direct» (Ivan Illich, cité p.93). Les auteurs ne tombent heureusement pas dans le piège de ce qui serait LA solution à nos problèmes civilisationnels et soulignent les possibles

contradictions de ces néo-paysans qui, aussi, d'une certaine façon, fuient. Citant les syndicalistes de Via Campesina qui pourfendent ce qui est pour eux une forme d'individualisme: «Nous ne renverserons par la tyrannie industrielle en bichonnant une petite oasis bio sous les pluies nucléaires, mais en transformant radicalement les rapports sociaux».

Les néo-paysans, Gaspard D'Allens, Sophie Leclair, Éditions du Seuil, 2016.

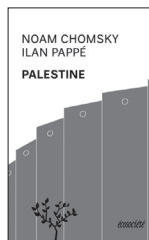
A.P.



S'il s'agit de retrouver en un ouvrage condensés de courts textes, mais denses, écrit par un panel aussi divers que talentueux de 45 auteurs (dont on pourra citer Dany-Robert Dufour, Serge Latouche, Cédric Biagini, Marie-Josèphe Bonnet, Denis Bayon, Jean-Claude Michéa et notre collègue Bernard Legros, pour ne citer qu'eux), avec un thème central qu'est la critique du progrès tel que défini par la société productiviste, *Le progrès m'a tuer* devient un ouvrage de référence. Foisonnant d'arguments que l'on soulignera, de pages qu'on annotera, de phrases sur lesquelles on reviendra, l'ouvrage balaise la question en 4 sous-thématiques principales (effondrement, illusions, idéologie, développement), avec une dernière partie reprenant des contributions qui permettent de penser la sortie du mythe. L'ensemble des articles nous confirme de façon parfois cinglante la mauvaise pente sur laquelle on est embarqué. Ça glisse mais ce n'est que la vérité. A diffuser assurément.

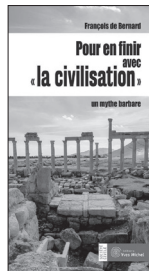
Le progrès m'a tuer, Coordonné par la Décroissance, Éditions Le pas de côté & L'échappée

A.P.



La langue des puissants sait quels mots utiliser pour nommer l'apartheid palestinien, pour ne pas que l'on voie ce qui se passe réellement. Loin du halo de complexité dont on voudrait toujours entourer la situation israélo-palestinienne, s'ajoute en effet l'usage de termes qui nous éloignent de la vérité: «une terre pour deux peuples», «processus de paix», «conflit israélo-palestinien», «nécessité de mettre un terme à la violence des deux camps», «négociations» ou «solution à deux États» semblent tout droit sorties d'une version contemporaine du 1984 d'Orwell». La conversation entre Noam Chomsky et Ilan Pappé menée par Frank Barat, part de ce constat commun: que le colonialisme israélien peut être expliqué, qu'il faut nommer les faits d'une situation qui a des répercussions mondiales. L'ouvrage débute par un article d'Ilan Pappé, d'une lucidité cinglante, où il pose notamment la question des paradoxes qui «minent le mouvement de solidarité avec la Palestine»: 1. il existe toujours un fossé entre l'évolution de l'opinion publique mondiale sur la Palestine et le soutien inchangé des élites politiques; 2. il demeure un contraste énorme entre cette image négative d'Israël à l'étranger et la représentation très favorable de celui-ci par la communauté juive; 3. malgré la vive critique à l'égard des politiques israéliennes, l'idéologie sioniste qui en est le fondement est épargnée par le mouvement de solidarité. Ce dernier point nous semble essentiel dans le combat pour la cause palestinienne, dans un livre qui traite la question en l'abordant par le biais du passé, celui du présent et celui de l'avenir, entre deux interlocuteurs, et c'est là tout l'intérêt, qui ne sont pas toujours d'accord.

Noam Chomsky, Ilan Pappé, Palestine, Éditions Ecosociété, 2016



François de Bernard, *Pour en finir avec la civilisation*, un mythe barbare, éd. Yves Michel, 2016, 149 pages.

L'époque est à la remise en question des grandes idées fondatrices: Gilbert Rist avait déjà réglé son compte au développement, Serge Latouche, à la croissance, un collectif édité récemment au Pas de côté, au progrès, maintenant c'est au tour de la civilisation d'en prendre pour son grade, avec le philosophe François de Bernard, qui n'hésite pas à lui accoler le terme, à première vue antinomique, de «barbare». Son livre est un procès à charge tirant vers le pamphlet, et il y va fort: «Nous ne voulons absolument pas voir, localiser, identifier les causes des malheurs du monde là où elles se trouvent et

pour ce qu'elles sont» (p. 28), et encore «L'illusion de la civilisation est l'une des causes premières des malheurs du monde» (p. 115). Tout passe à la moulinette: développement, guerres, religions, dégâts écologiques, marchandisation et privatisation du monde, extension des maladies, néantisation du politique. Une idée originale parmi d'autres: la servitude volontaire, mise en évidence par La Boétie au XVIème siècle, s'est augmentée de nos jours d'une autre pulsion, la *destruction volontaire*, ce qui n'augure rien de bon! Ce nettoyage au karcher de notre «civilisation» est porté par une écriture alerte alimentée par un sentiment de révolte, mais pas seulement car l'auteur fait des propositions positives, comme de mettre dix concepts fondamentaux au cœur de tout projet collectif: le «bienveillance» (vs le surveiller), la lenteur, la douceur, l'élégance, l'attention, le courage, le partage des expériences, la diversité revendiquée, le bien-vivre ensemble et la culture.

B. L.



Dominique Belpomme, Comment naissent les maladies, Les liens qui libèrent, 2016

Dans cet ouvrage, le docteur Belpomme nous introduit à une thèse qui, fort heureusement, tend à se répandre de plus en plus auprès de la société civile. Selon cette thèse, l'environnement est un acteur majeur qui sculpte le vivant et intervient dès lors également dans la genèse des maladies. Ces dernières ne seraient donc plus exclusivement d'origine endogène, comme on l'a longtemps pensé, mais également exogène. Au travers de nombreux travaux exposés, il ressort que le facteur environnemental, soumis à de fortes pressions humaines générant ainsi des pollutions en tous genres, est en grande partie responsable de cette prolifération des maladies. La médecine quant à elle pointe ses limites, se cantonnant essentiellement à proposer des soins, lesquels aboutissent rarement à la guérison. L'auteur sort alors du sentier balisé du monde médical afin de chercher à comprendre pour quelle(s) raison(s) une approche qui prendrait le problème à la racine (radicale) n'est pas davantage développée. Le constat, c'est que le monde scientifique et médical, souvent qualifié d'objectif, s'avère n'être finalement pas si hermétique à notre société. Le champ médical est traversé par de multiples intérêts, dont certains, biens établis, s'opposent farouchement à la moindre remise en question de l'entreprise médicale et de notre mode de vie «moderne». L'auteur s'adresse alors aux citoyens et pouvoirs publics afin d'attirer leur attention sur le fait que les maladies ne pourraient aujourd'hui être endiguées par la seule voie médicale. Afin de lutter efficacement, il est indispensable que les politiques sanitaires et économiques travaillent ensemble afin d'agir à la source et de réduire directement les foyers de pollution responsables du fléau sanitaire. Cela implique également de cesser cette incrimination à outrance de l'individu, sur le dos duquel sont trop souvent imputées toutes les responsabilités. Ces comportements individuels, ne doivent en effet pas nous tromper sur le fait qu'ils ne représentent que la partie émergée de l'iceberg et que l'autre partie, plus épineuse, se situe à l'échelle globale et systémique.

L. F.



Média libre- Micro Ouvert: l'émission radio qui écoute!

Micro Ouvert est une émission radiophonique qui donne la parole aux gens. Dans le monde actuel, la communication se résume la plupart du temps à une information rapide, fabriquée pour l'audimat où l'auditeur et le téléspectateur-consommateur n'ont pas voix au chapitre. Nous sommes gavés d'images, de quelques mots ou slogans, d'«infos» et de divertissements superficiels fabriqués par des pros de la communication à sens unique au service de ceux qui mènent le bateau. Il serait temps d'écouter ce qu'ils ont à dire, ce qu'ils vivent, pensent, ressentent...

ÉMISSION DE RADIO TOUS LES VENDREDIS DE 16h00 à 17h00 SUR RADIO CAMPUS BRUXELLES 92.1 FM ou QUAND VOUS LE VOULEZ SUR <http://microouvert.be>

BRÈVES

LA NOBLESSE BELGE, UN EXEMPLE POUR NOUS TOUS!

Au même titre que les jeunes gens disposent (désormais) d'une maison de quartier, les nobles eux aussi aspiraient à un endroit où ils seraient libres de papoter et vagabonder en toute tranquillité. A cet effet fut créée en 1937 l'Association de la Noblesse du Royaume de Belgique (ANRB), laquelle était initialement destinée à venir en aide aux nobles dans le besoin, la fameuse noblesse désargentée. L'association existe toujours aujourd'hui, elle occupe d'ailleurs un prestigieux bâtiment sur l'avenue Franklin Roosevelt. A l'intérieur, c'est l'effervescence, on s'affaire à passer les troupes en revue, organiser dîners et réunions afin de fédérer tout ce beau monde. Les jeunes, en ces temps difficiles, sont eux aussi sollicités, il s'agit de veiller à ce qu'ils ne se soustraient pas au devoir moral imposé par leur sang bleu. Force est de constater que ce sont là des gens qui ont compris la force et l'utilité du collectif. Même le sens des limites ne fait pas défaut à leurs us et coutumes; la solidarité que prône l'association étant réservée exclusivement envers les membres de la noblesse. Alors grand Dieu, quand en prendrons-nous donc de la graine?

Comte Reüproductiphe

CAISSE QU'ON S'EN FOUT!

Vous l'avez sans doute remarqué, dans certains supermarchés, les caisses sont désormais équipées d'une machine qui évite tout intermédiaire entre votre argent et la caissière. La caissière ou plus rarement le caissier, scanne désormais les articles, mais n'encaisse pas votre argent, pas besoin étant donné que c'est désormais la machine qui s'en charge. Fini les comptes erronés en fin de journée, tout est automatisé! La machine laisse même apparaître sur son flanc un tatouage qui se veut réconfortant, on peut y lire: «*les caissiers ne disposent d'aucuns moyens pour accéder à l'argent*». Dans l'éventualité d'un braquage, c'est donc elle, la belle sous sa légère carapace métallique, qui devra assumer tous les risques! On est alors en bon droit de se demander: «*mais où est donc passé le caissier?*». La machine, sous ses beaux airs, ferait-elle ainsi office de braqueur-se? Envoyant le caissier à la caisse, voire à la casse...

L. F.

QUAND LE SAGE MONTRE LE CAPITALISME NÉOLIBÉRAL...

... l'imbécile s'obstine à regarder la montée de la droite populiste. Dans la gauche, et même dans la droite libérale, certains ont cru bon d'interpréter le rejet du CETA par le parlement wallon non comme une certaine priorité donnée – pour une fois! – à la démocratie, non comme un parfum de vraie politique dans un environnement «gestionnaire», mais comme un avantage donné à l'extrême droite. Horreur, enfer et putréfaction, revoilà le protectionnisme maudit, source de toutes les guerres! «*CETA et TTIP, sauvez-nous du fascisme!*». Nous n'en avons

pas encore fini avec les vieilles lunes économico-idéologiques de Montesquieu (le «doux commerce», mon œil!) et de Ricardo (les «avantages comparatifs»... pour les riches). La confusion idéologique étant partout, refaisons la leçon. Les vrais démocrates ont deux ennemis. Depuis 1945 dans nos contrées, l'un a été jusqu'à présent politiquement peu agissant, et tant mieux (c'est la droite extrême); l'autre, détenant le pouvoir depuis trente ans, s'occupe avec succès de plonger les peuples dans la misère et le chômage (c'est le techno-capitalisme globalisé et financiarisé). Pour faire barrage à celle-là, certains tombent dans le piège de la propagande néolibérale: *there is no alternative*, ce sera le CETA, sinon nous aurons la guerre et les fachos. Nous, à *Kairos*, détestons les uns et les autres, tout en pointant des responsabilités différenciées. Ou quand des convictions politiques s'ap-
 puient sur une analyse politique lucide.

B. L.

DÉJÀ EXPOSÉS... MAIS FEIGNANT DE L'IGNORER

Thierry Fiorilli, rédacteur en chef du vif/L'Express, était l'invité de *La Première* (22/10/2016), avec notamment, en duplex de Paris, Aude Lancelin, qui vient de commettre un ouvrage qui s'ajoute à la longue liste des témoignages à charge des médias de masse, à ceci prêt que la journaliste a vécu à l'intérieur des rédactions, dont elle s'est finalement fait évincer. Après que cette dernière ait expliqué comment ça se passait à *L'Obs*, le journaliste interpelle Fiorilli, et lui demande si ça se déroule de la même manière au Vif/L'Express: «*jusqu'ici non, j'espère qu'on ne sera pas exposés à ce genre de situation. Aude a expliqué, déjà ces nouveaux actionnaires... nous, jusqu'à preuve du contraire, c'est pas tout à fait (sic) la réalité en Belgique francophone (...)* c'est pas je pense le cas pour la plupart des médias écrits francophones belges. Pour autant, tout n'est pas rose et tout n'est pas simple; on constate nous aussi une érosion du lectorat». Tout n'est pas simple, certes! Car rafraichissons la mémoire à Thierry et enlevons le «pas» avant «tout à fait la réalité»: son canard appartient au groupe Roularta, dont la famille De Nolf et la famille Claeys sont propriétaires, respectivement 91ème et 262ème fortunes belges. Aucun conflit d'intérêt Monsieur Fiorilli? Le penser doit pourtant générer d'autres types de conflit, plus mentaux dirons-nous...

A. P.

ADIEU CROISSANCE

En Belgique, la croissance n'a progressé que de 0,2% en juillet dernier. À la fin de cette année, elle plafonnera au mieux à 1,4%. Dominique Berns dresse ce constat dans *Le Soir* du 2 novembre 2016. Auparavant, les journalistes se seraient lamentés; aujourd'hui, il y a progrès: ils sont sans état d'âme particulier devant cette réalité dont la classe politique ne veut toujours pas prendre la mesure: la croissance du PIB ne reviendra jamais, il faut donc inventer un nouveau modèle de société. Depuis une dizaine d'années, la décroissance avance ses pions, jusqu'à présent sans effets politiques. Pourtant, le temps presse. Yves Cochet dirait même plus: le compte à rebours vers l'effondrement a commencé.

B. L.

PETIT DICTIONNAIRE DE LA NOVLANGUE

IMMERSION AU SEIN DE L'ÉVOLUTION MÉDIATIQUE ET POLITICIENNE DU LANGAGE.

3. MIXITÉ

Celui-là, si vous l'entendez au sujet de sa promotion dans votre quartier, méfiez-vous, surtout si vous ne roulez pas sur l'or! Démarrez peut-être les recherches d'un nouvel appartement à louer...

Que nos lecteurs situés sous la portion sud du Brabant flamand nous excusent, nous allons aujourd'hui beaucoup parler de Bruxelles. Depuis une vingtaine d'années, ses habitants entendent parler de Mixité à toutes les sauces... notamment lors d'opérations de construction massive dans la ville. Un nouveau quartier de Mixité sociale va naître par ici, un contrat de quartier visant à renforcer la Mixité va voir le jour par là... Une vingtaine d'années, c'est justement le temps qu'il aura fallu aux institutions européennes pour s'abattre sur cette petite capitale.

Au début des années 1990, Bruxelles perdait chaque année des habitants! Conséquence logique: pas de pression sur les loyers. Si l'on voulait déménager, on se baladait quelque peu et hop, très vite on trouvait un appartement à un prix abordable. Les plus jeunes auront du mal à conceptualiser l'affaire, mais les voies de la gare du Quartier Léopold (Bruxelles-Luxembourg) respiraient l'air libre, sa buvette servait encore des chopes, et les rues des alentours étaient composées de maisons, ateliers, garages, commerces... Depuis, ce coin bruxellois a littéralement été écrabouillé par le Parlement européen. Bardaf!

Aujourd'hui, nous croisons dans cette zone plus de costumes et de cravates que de vêtements normaux. Par ailleurs, la zone d'influence néfaste ne cesse de s'étendre: place du Luxembourg, hop, restaurants chics, place de Londres d'un côté, hop, bistrot chics, place Jourdan de l'autre, hop, etc. De plus, après le travail et les loisirs, tous ces eurocrates et lobbyistes doivent rentrer dans un logement! Conséquence logique: augmentation massive des loyers, d'abord dans certaines communes, ensuite dans toute la région bruxelloise; Uccle et Watermael-Boitsfort n'étant pas extensibles à l'infini. Dès lors, dans les quartiers les plus improbables, de nouveaux bunkers de logements fleurissent... Pouf rue du Boulet, Pouf à la porte de Ninove, Pouf à Tour et Taxis, Pouf à la rue de Molenbeek, Pouf Pouf un peu partout le long du canal, et Bam: la plus grande tour de Bruxelles devant le bassin Vergote. Chic!

Dans des quartiers dits «pauvres», «difficiles», «à l'abandon», il s'agit d'utiliser le sol pour permettre à ces nouvelles populations riches de rentrer chez elles. La communication officielle nous abreuve alors de la Mixité sociale à promouvoir: évitons les ghettos! Mixité partout! Précision: le concept fonctionne à sens unique, lorsqu'il faut favoriser dans une zone l'installation d'humains à fort potentiel imposable. L'idée n'est pas de construire des logements sociaux au

rond-point Schuman! Ni de transposer un peu de Matonge ou de Molenbeek à Saint-Job ou à la place Keym! Les nouveaux immeubles ne sont pas banals, c'est du blindé, du bien grillagé! Caméras partout, et ouvertures électroniques, pziïit, pour être certain que monsieur et madame ne risquent pas de croiser la plèbe. Dans des zones où ils n'auraient jamais voulu mettre les pieds auparavant, ils s'installent et s'arrangent pour ne rencontrer personne. L'exact opposé, donc, de la Mixité sociale.

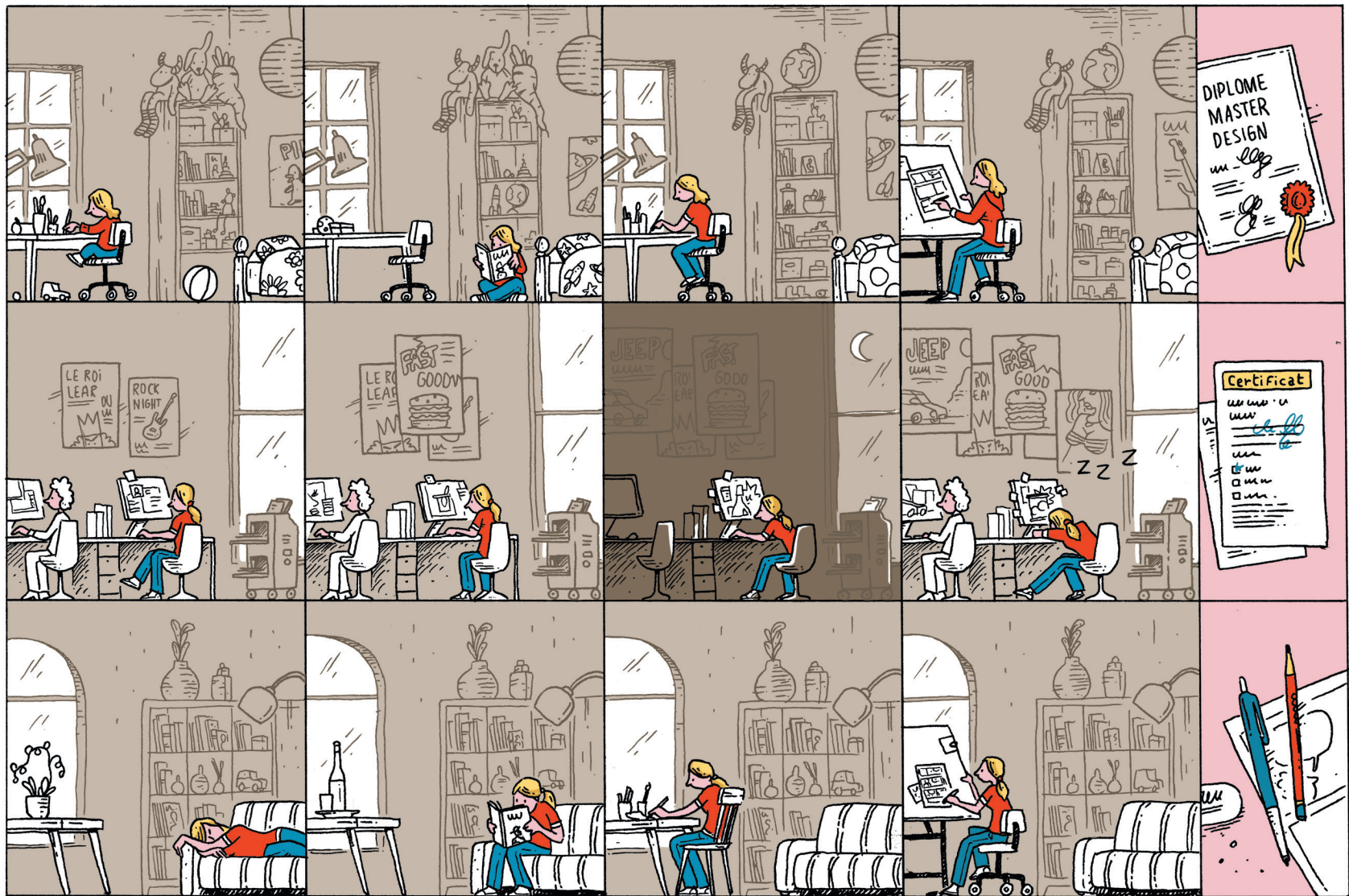
Outre les logements-bunkers, l'embourgeoisement d'une zone peut également se réaliser par le type de commerces ou de lieux d'amusements en implantation. Un processus bien connu à Bruxelles: on ouvre un café branché, clone de tas d'autres cafés branchés, dans un quartier en apparence incongru pour accueillir un tel lieu. Puis les clones, jeunes, aisés, font le déplacement pour réaliser la Mixité encore un peu plus loin que la fois d'avant. Les propriétaires reniflent le pognon, font semblant de rénover les appartements, puis doublent les loyers. Et hop, les familles avec enfants sont remplacées par des colocations d'étudiants français. Certains Français mènent une vie sociale normale; d'autres par contre vivent à Bruxelles comme ils vivraient dans le 21e arrondissement de Paris, le menton relevé. Paris, c'est trop cher? Ok, rendons Bruxelles plus cher!

Le bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur (élu par... Freddy Thielemans, son prédécesseur!), est assez clair sur le sujet. Lorsqu'on l'interroge sur «son» piétonnier du centre-ville, il répond sans rire: «*On assiste certes à une gentrification (embourgeoisement, donc) du centre-ville, mais qui vient renforcer sa Mixité*». En rêvant de la place De Brouckère, il termine par un implacable: «*Vous verrez, un jour ce sera un deuxième Sablon!*» Yvaan, très mauvais ça! La Novlangue c'est pour MASQUER la réalité! Pas pour ensuite révéler le projet réel!

Les politiciens ne sont pas seuls dans le délire... De nos jours, il est possible d'assister à des concerts «d'activisme urbain», dans des bars branchés (embourgeoisés, donc) où des bières, fixées au prix d'un repas de la maison, sont servies par des Parisiens à moustache; le tout pour défendre... la place du Jeu de Balle et les Marolles! Mais lesquelles? Une autre idée de Mixité, sans doute... Quelle époque!

Allez, nous reparlerons de tout cela en 2023, après le Belxit et le dynamitage du quartier Schuman!

Gérald Hanotiaux



Strip: Alain Munoz & Pierre Leclercier



e.espinasse

"Field Commander Cohen
he was our most important spy
Wounded in the line of duty
Parachuting acid into cocktail parties
Urging Fidel Castro to abandon fields
and castles
leave it all
Come back to nothing"



Illustration: Mr. Lou

L'AN PIRE
RESTE À VENIR



PETIT DICTIONNAIRE
DE LA NOVLANGUE



MIXITÉ
Nom féminin.

Usage
Souvent utilisé en binôme, sous le concept de « Mixité sociale », le terme apparaît dans la bouche de politiciens cherchant

à modifier la composition humaine d'un quartier. Alors que le terme est trompeur, les journalistes relaient les propos sans quasiment jamais les questionner.

Définition

La mixité, en apparence positive et souhaitable, cache en réalité des opérations de remplacement d'une population par une autre, plus riche. Les plus pauvres, au nom d'une prétendue Mixité, ne pourront ensuite plus assumer le nouveau standing du quartier.

Expressions

« Il faut répondre à ce besoin de Mixité fonctionnelle et sociale » (Gaëtan Van Goidsenhoven, bourgmestre d'Anderlecht - Télé-BX1).

« On assiste certes à une gentrification du centre-ville, mais qui vient renforcer sa Mixité » (Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles - Le Soir).

« Mixité sociale : c'est pas gagné » (La Libre Belgique, parfois lucide).

Synonymes

Embourgeoisement d'un quartier. « Masquant » sans doute quelque peu la réalité et les effets du concept d'embourgeoisement, le terme est plus connu par sa traduction anglaise : Gentrification.

Développement du nov-mot, par **Gérald Hanotiaux**, en page 23

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 —
BIC TRI0EBBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur:
www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!